INPRECOR

Numéro 199 du 24 juin 1985 - 12 FF - 85 FB - 4 FS

DOSSIER MILITARISATION

Préparer une nouvelle offensive du mouvement de la paix

NICARAGUA

Reagan prépare les conditions du renversement du régime sandiniste

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Sommaire du numéro 199 du 24 juin 1985

3	DOSSIER MILITARISATION	Préparer une nouvelle offensive contre la militarisation impérialiste	Jacqueline ALLIO, Jean-Louis MICHEL
5	EUROPE DE L'EST	Les mouvements pacifistes dans l'autre Europe	Jacqueline ALLIO
8	—	Lettre ouverte des femmes de l'Est et de l'Ouest	DOCUMENT
11	BELGIQUE	Le mouvement de masse en Flandre contre les missiles	Guy HENDRIX
14	ETAT ESPAGNOL	Le mouvement contre l'OTAN et les bases américaines	Antonio FLOREZ
18	GRANDE-BRETAGNE	La CND à la croisée des chemins	Annie BRADY
20	NICARAGUA	La politique US en Amérique centrale	Jeannette HABEL

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code Postal Pays

Réabonnement ☐ Abonnement ☐

Inprecor, revue bimensuelle éditée par Presse-Edition-Communication (PEC)
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France
Directeur de publication : Christian Lamotte
Commission paritaire numéro 59117. ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie

Préparer une nouvelle offensive contre la militarisation impérialiste

La quatrième convention du Mouvement pour le désarmement nucléaire en Europe (END), qui se déroulera à Amsterdam du 3 au 6 juillet 1985, intervient à un moment charnière des luttes pour la paix. Le mouvement pacifiste, qui avait pris son essor dans l'ensemble de l'Europe capitaliste en riposte à la « double décision » de l'OTAN de décembre 1979, se trouve aujourd'hui face à une situation nouvelle (1). Depuis l'automne 1983, le déploiement des missiles Cruise et Pershing de l'OTAN s'est poursuivi, pour l'essentiel aux rythmes voulus par les gouvernements capitalistes. Cela n'a pourtant pas entraîné l'effondrement des mobilisations pacifistes, comme l'attestent celles qui ont eu lieu au printemps 1985, en particulier les marches de Pâques en Grande-Bretagne et en RFA, les mobilisations anti-OTAN et contre la venue de Reagan dans l'Etat espagnol, les manifestations contre la décision du gouvernement Martens de faire déployer les premiers missiles Cruise en Belgique.

LE MOUVEMENT PACIFISTE A L'HEURE DES CHOIX

Il n'en demeure pas moins vrai que la situation du mouvement est difficile dans des pays comme la France et l'Italie ou, à un autre degré, en RFA. Car les nouvelles initiatives militaristes de l'impérialisme, en particulier autour des programmes de militarisation de l'espace, exigent partout une riposte d'un niveau supérieur et des réponses politiques plus élaborées quant à la stratégie à mettre en œuvre. C'est à la condition de s'attaquer frontalement à ces questions d'orientation que la convention d'Amsterdam pourra jouer un rôle positif.

L'installation durant les dix-huit derniers mois des premières batteries de missiles Cruise et Pershing, en dépit de l'ampleur des mobilisations suscitées par la décision de l'OTAN, démontre clairement deux choses. En premier lieu, la force des mobilisations pacifistes n'a pas empêché les gouvernements capitalistes d'appliquer une politique explicitement désavouée par tous les sondages d'opinion. La décision sur le déploiement des missiles, qui jusqu'ici demeure incertaine aux Pays-Bas, ne saurait modifier ce constat. Cela tient essentiellement à l'impossibilité pour un mouvement social de ce type, fût-il exceptionnellement puissant, de vaincre la volonté des gouvernements capitalistes s'il ne trouve pas les moyens politiques de les amener à se soumettre ou à se démettre. Que ce soit par des actions de grèves généralisées, par la mobilisation sur le terrain électoral, ou encore par la combinaison de ces deux formes d'action.

Le mouvement de la paix dans son ensemble s'est trop souvent engagé de manière timorée sur ces différents terrains. C'est pourtant à ce niveau seulement qu'il peut agir efficacement pour changer le cours des choses. La leçon vaut pour les mobilisations à venir et suppose évidemment de tirer un bilan qui permette de définir la politique d'alliance à suivre. Sur ce plan, on sait qu'il existe des réponses divergentes. D'un côté, il y a ceux qui prêchent en faveur des alliances à droite, des combinaisons politiciennes, et qui font tout pour dévier le mouvement de ses objectifs de mobilisation. Ce sont ceux-là mêmes qui recherchent des « garanties » en matière de « défense européenne ». De l'autre, il y a ceux, dont nous sommes, pour qui le mouvement ne peut compter que sur la force de ses mobilisations et sur son impact social pour imposer la volonté des masses aux gouvernements militaristes. Cette deuxième voie suppose, bien sûr, la défense de l'indépendance du mouvement.

En second lieu, nul ne peut raisonnablement songer à rejouer la bataille des euromissiles dans les pays où ceux-ci ont déjà été déployés. Faut-il dès lors abandonner l'objectif immédiat du « Non aux missiles » ? Faut-il se limiter au mot d'ordre général de la dénucléarisation de l'Europe, de la Pologne au Portugal ? Faut-il, comme le proposent certains, abonder dans le sens d'une dénucléarisation des forces de l'OTAN qui fasse l'économie d'objectifs plus concrets et d'une rupture radicale avec l'alliance impérialiste ? Ce serait à l'évidence faire fausse route. La solution consiste, pour le mouvement pacifiste, à allier la lutte contre les armes nucléaires à celle contre la présence de troupes étrangères dans le cadre de l'OTAN.

Ainsi, la double exigence du mouvement espagnol, de fermeture des bases américaines et de la sortie de l'Etat espagnol de l'OTAN est sans aucun doute la réponse appropriée à la menace d'une nucléarisation de la base de Cadix. Le problème se pose dans des termes identiques en Grèce. Sous une autre forme, le mot d'ordre de retrait des troupes étrangères des deux Etats allemands à une valeur analogue, puisqu'il implique le retrait de la RFA de l'OTAN. Nous sommes favorables à la généralisation de mots d'ordre unifiants de ce type, qui ont un double avantage : prendre en compte l'ensemble des aspects de la politique de militarisation, qui ne se réduit nullement à la question des armes nucléaires, et proposer des objectifs précis et concrets aux mobilisations de masse. De plus, la lutte contre les bases étrangères doit désormais s'articuler à la lutte contre la participation des pays européens à la militarisation.

PAS UN SOU POUR LA GUERRE DES ÉTOILES

Le projet baptisé Initiative de défense stratégique (IDS), conçu par le Pentagone, et le projet Eurêka, proposé par François Mitterrand, s'inscrivent tous deux dans la logique d'une militarisation accélérée de l'espace, dont le coût se révélera vite insupportable pour l'humanité (2). A long terme, l'impérialisme mise sur la recherche d'une nouvelle donne stratégique, où sa marge de sécurité serait telle qu'il aurait les mains libres pour imposer sa politique aux quatre coins du monde. A moyen et à court terme, les centres impérialistes peuvent espérer atteindre, à la faveur d'une mobilisation financière et industrielle exceptionnelle, plusieurs objectifs concomitants : maintenir l'Union soviétique en état permanent de « dissuasion » et donc mettre la bureaucratie hors-jeu dans la plupart des crises régionales ; relancer l'économie capitaliste en crise par une augmentation sensible des taux de profit, au moins dans les secteurs de pointe ; enfin et surtout, imposer à la classe ouvrière une politique d'austérité sans précédent tant dans les métropoles impérialistes que dans les autres Etats associés à ces programmes.

Ce qui est donc finalement en jeu dans les toutes prochaines années, c'est le degré de brutalité des plans d'austérité que s'efforceront d'imposer aux masses les gouvernements occidentaux afin de financer les programmes IDS et Eurêka. L'Etat fé-

1. La « double décision » prise par le conseil de l'OTAN, le 12 décembre 1979, prévoyait à la fois la poursuite des négociations avec l'URSS et le déploiement, à partir de juin 1983, de 108 fusées Pershing-2 en RFA et de 464 missiles Cruise dans quatre autres pays européens (Italie, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Belgique).

2. Sur l'Initiative de défense stratégique (IDS), voir l'article de Jean-Louis Michel, « La militarisation de l'espace, de l'austérité à la "guerre des étoiles" », dans *Inprecor* numéro 195, du 29 avril 1985. Le projet Eurêka est une initiative du président français François Mitterrand, qui propose la collaboration entre les pays capitalistes d'Europe dans le domaine de la technologie de pointe.

déral nord-américain s'est déjà engagé à raison de 26 milliards de dollars destinés à la phase initiale des recherches pour les cinq années à venir. Les principaux groupes industriels d'outre-Atlantique intéressés par la recherche spatiale ont eux aussi énormément investi. Le Pentagone a fait savoir qu'il comptait sur un engagement de ses alliés équivalent à celui de l'Etat fédéral US, autrement dit de l'ordre de 25 milliards de dollars pour la même période de cinq ans.

Les gouvernements européens, après avoir approuvé le principe de la démarche américaine dans le cadre de l'OTAN, hésitent, pour des raisons aussi bien politiques qu'économiques, à investir directement et à ce niveau dans cette folle entreprise par trop marquée du sceau de la puissance de l'économie américaine. Ils préféreraient de loin une association plus discrète de leurs industries aux projets IDS, en particulier en ce qui concerne les firmes de l'armement, publiques ou privées. Ils pourraient faire mine d'emprunter la voie de la coopération européenne, réputée indépendante des Etats-Unis, en s'intégrant parallèlement au projet d'origine française Eurêka, dont il sera beaucoup question lors du prochain sommet européen, à Milan.

Pour être plus modeste, le programme Eurêka n'est ni moins dangereux ni même franchement plus économique que le programme IDS. Les deux démarches, loin de s'exclure, vont dans le même sens. Les programmes liés à Eurêka émargent au budget civil de la recherche et du développement en cours d'exécution et ils se montent à ce jour à 8 milliards de francs. Un milliard supplémentaire sera injecté dans l'affaire d'ici la fin de l'année, ainsi que l'a annoncé Hubert Curien, ministre français de la Recherche. Et chacun sait que les gouvernements capitalistes se sont faits une spécialité de dissimuler une bonne partie des crédits alloués aux préparatifs de guerre. En particulier lorsqu'il s'agit de recherches, qu'elles soient publiques, privées, ou la plupart du temps mixtes du point de vue de leurs sources de financement.

Face à cette situation, le mouvement pacifiste se doit de faire œuvre de salubrité publique en exigeant la transparence des décisions, des investissements et de leur finalité. Il faut briser le mur du silence et du secret qui entoure en ce domaine les agissements des gouvernements, des états-majors et des grands groupes industriels, en exigeant l'ouverture des livres de compte, ceux de l'Etat comme ceux des grandes entreprises. Il faut refuser que l'argent des contribuables et les profits réalisés sur le dos des travailleurs ne soient investis dans la militarisation de l'espace.

A ce titre, le mouvement de la paix et le mouvement ouvrier ont un rôle décisif à jouer pour mettre en lumière aux yeux des masses le lien plus étroit que jamais entre la nouvelle phase de la course aux armements dans l'espace et les politiques d'austérité des patrons et des gouvernants, bien décidés à imposer une baisse brutale des salaires et le démantèlement des avantages acquis. Seul un mouvement pacifiste véritablement ancré dans la classe ouvrière et s'appuyant sur ses organisations pourra rendre crédible la perspective d'un contrôle démocratique sur les choix des gouvernements capitalistes en matière de défense. La plupart des peuples d'Europe capitaliste ont manifesté leurs aspirations démocratiques à la faveur de procédures référendaires (autogérées ou institutionnelles) à propos des euromissiles et de l'OTAN. Ce processus doit trouver son prolongement naturel dans un refus massif de l'aventure infernale de la militarisation de l'espace et de la guerre des étoiles.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La lutte pour la paix s'est chargée depuis le début de la décennie d'une forte dimension internationaliste qu'il s'agit d'approfondir à l'occasion de la convention d'Amsterdam. Un peuple qui en opprime un autre ne saurait en effet être libre. Un peuple, des peuples qui abandonneraient d'autres peuples à la barbarie impérialiste ou au joug des dictatures bureaucratiques ne le seraient guère plus.

Ainsi en va-t-il des exigences démocratiques, qui ne se divisent pas selon que l'on se trouve d'un côté ou de l'autre de l'Europe. Depuis plusieurs années, le mouvement pacifiste soutient sans réserve les luttes pour les droits démocratiques en Europe de l'Est. Mais les rapports qu'il entretient avec les co-

mités de paix officiels dans ces pays ont entraîné des divergences importantes en son sein. Les uns prétendent sacrifier les rapports privilégiés avec les pacifistes indépendants de l'Est sur l'autel des relations diplomatiques entre mouvements qui respecteraient l'ordre établi aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. D'autres proposent à l'inverse une rupture avec les comités officiels au nom des liens avec les pacifistes indépendants.

Quant à nous, nous pensons qu'il faut se saisir des déclarations d'intention des structures officielles pour les mettre devant l'exigence des droits démocratiques dans toute l'Europe et placer cette question au centre des travaux de la convention. Certes, les formes que revêt l'activité des pacifistes, leurs revendications expriment des situations et des approches parfois fort différentes selon qu'ils agissent en Europe de l'Est ou en Europe de l'Ouest. Il reste que l'exigence de démocratie, en ce qu'elle a de plus fondamental, est de nature à pouvoir unifier le mouvement d'un bout à l'autre du continent. C'est ce dont témoigne la « lettre ouverte » publiée dans ce dossier, signée par des femmes de cinq pays européens de l'Ouest et de l'Est où des missiles américains et soviétiques sont actuellement déployés.

Mais l'internationalisme du mouvement ne se limite pas aux frontières de l'Europe. Les pacifistes se tiennent fermement aux côtés des peuples en lutte pour leur libération nationale et sociale. Ils appuient en particulier le peuple nicaraguayen dans son combat contre l'agression armée du gouvernement américain. Ce n'est pas par hasard si, aux Etats-Unis, le mouvement antiguerre recouvre à la fois les forces anti-interventionnistes et les forces antimissiles. De l'Amérique centrale au Pacifique sud, du Moyen-Orient à l'Afrique du Sud, la convention d'Amsterdam peut fournir l'occasion de relancer des projets de coopération et de solidarité avec ces peuples. Qu'il s'agisse de la campagne contre le blocus du Nicaragua par l'impérialisme US, de l'exigence que cesse le soutien jamais démenti des gouvernements occidentaux au régime raciste de Pretoria, de la reconnaissance du droit à l'indépendance, à la paix et à la sécurité des peuples du Pacifique sud, dont le peuple kanak soumis à la répression de l'impérialisme français. C'est à la nature des décisions qui seront prises en ce domaine et aux perspectives d'action qu'elles ouvriront ou non, que l'on pourra mesurer l'impact de cette quatrième convention européenne des mouvements de la paix. ■

Jacqueline ALLIO,
Jean-Louis MICHEL,
10 juin 1985.

Les mouvements pacifistes dans l'autre Europe

LES appels lancés depuis trois ans au mouvement de la paix d'Europe occidentale par les groupes pacifistes indépendants de l'Est ne sont pas restés sans écho. La troisième convention du Mouvement pour le désarmement nucléaire en Europe (END), qui s'est tenue à Pérouse en juillet 1984, avait mis en évidence la préoccupation des mouvements pacifistes de l'Ouest d'établir des liens avec eux et de soutenir la lutte qu'ils mènent dans leurs pays (1). Le déploiement des SS-21 et des SS-22 en Allemagne de l'Est (RDA) et en Tchécoslovaquie, a l'automne 1983, a contribué pour beaucoup à ouvrir les yeux de ceux qui avaient encore des illusions sur la politique militaire du gouvernement soviétique. Force leur fut de constater que la seule riposte dont la bureaucratie était capable face au déploiement des Pershing et des Cruise, c'était de renforcer son cours militariste en répondant pied à pied à l'escalade lancée par les Etats-Unis, profitant ainsi de l'occasion pour accentuer sa politique de répression et la menace que la présence de ses armées fait peser sur les populations des pays de l'Est.

Cette prise de conscience se manifesta notamment par le harcèlement auquel la délégation du très officiel Comité de la paix soviétique fut soumise tout au long de la convention de Pérouse. Ce fut un fiasco total de l'opération de charme tentée par ce Comité face aux protestations des congressistes, outrés par le refus des autorités des pays du « socialisme réel » d'accorder aux militants indépendants le visa qui leur aurait permis de participer aux débats. « *Ce sont des hooligans* », fut-il répondu aux interpellations sur le cas des militants indépendants emprisonnés pour plusieurs années en raison de leurs activités pacifistes. Cela ne pouvait que mettre en évidence l'urgence d'engager de manière active une campagne de défense des victimes de la répression (voir encadré). Cela pose aussi le problème du type de relations que le mouvement de la paix à l'Ouest entretient avec les comités officiels de l'Est.

Il faut tenir compte en la matière de l'avis des pacifistes de l'Est — et, au premier chef, des membres du Groupe de Moscou pour l'établissement de la confiance entre l'URSS et les Etats-Unis (groupe pacifiste indépendant qui a des homologues à Léningrad et dans d'autres villes d'URSS) —, qui persistent à penser qu'une rupture du mouvement pacifiste de l'Ouest avec ces comités officiels ne pourrait que renforcer leur propre isolement et faciliter ainsi la répression des autorités à leur égard. L'exemple de la rencontre de Pérouse tend à leur donner raison : la présence même des bureaucrates a donné d'autant plus d'écho aux protestations qui se sont élevées contre la politique du Kremlin et de ses sbires. Parallèlement, il faut noter l'évolution d'autres groupes indépendants de l'Est à ce sujet. En 1983, les pacifistes de RDA s'adressant à la seconde convention de l'END insistaient sur la nécessité d'entretenir des liens avec les comités officiels (3).

Deux ans plus tard, dans une contribution au forum sur Yalta, qui s'est tenu à Berlin-Ouest en février 1985, ils écrivent : « *La politique de détente des années 1970 a permis aux Européens de l'Ouest de pouvoir voyager plus facilement à l'Est et elle nous a valu la promesse du droit selon lequel "tout citoyen est libre de sortir d'un pays, y compris du sien". Cette assurance a permis depuis lors à un certain nombre de citoyens de quitter définitivement la RDA, mais non de se rendre à l'étranger pour une visite, comme pour assister à cette rencontre de Berlin-Ouest. C'est ce qu'on devrait rappeler aux délégations officielles, et notamment aux Comités de la paix lors de forums internationaux. Lors de la prochaine convention d'Amsterdam pour une Europe dénucléarisée, il devrait être proposé de n'accorder qu'un statut d'observateurs aux Comités de la paix officiels en cas de refus d'accorder les visas de voyage aux membres des mouvements pacifistes indépendants.* » Les auteurs de ce texte estiment d'autant plus important « *d'établir un réseau entre les mouvements d'émancipation et les mouvements pacifistes d'Europe de l'Est et de l'Ouest* » qu'ils n'ont pas d'illusions quant à la possibilité d'un changement à court terme dans leur situation. Cet appel à resserrer les liens, on le retrouve dans toutes les contributions de groupes ou de personnalités de l'Est depuis que des contacts ont commencé à se nouer, à l'initiative de l'END anglais, du Conseil œcuménique pour la paix (IKV) hollandais ou du Comité pour le désarmement nucléaire (CODENE) français.

Jacqueline ALLIO

Le forum organisé à Berlin-Ouest début février sous l'appellation « l'Europe et la paix - 40 ans après Yalta », se voulait un pas dans ce sens. L'idée en était surgie à la rencontre de Pérouse à l'occasion de la publication de deux textes sur la division de l'Europe et les perspectives de paix, signés conjointement par des militants et des groupes pacifistes indépendants de l'Est et de l'Ouest (3). De l'avis même de la plupart des participants, cette rencontre a illustré la difficulté de définir précisément ce que pourrait être un champ d'action commun.

UN DIALOGUE PLEIN D'EMBUCHES

La première de ces difficultés tient aux divergences existant au sein du mouvement de la paix à l'Ouest sur l'attitude à adopter vis-à-vis des comités officiels de l'Est. Ceux qui persistent à les considérer comme des « interlocuteurs valables » — comme le fait la majorité de la direction de l'END — ont les plus grandes réticences à prendre des initiatives risquant de choquer les autorités des pays de l'Est. Tout en admettant l'importance de tisser des liens avec les groupes indépendants de l'Est, ils prêchent la prudence et préféreraient qu'on en reste à des échanges de textes. D'autres, au contraire, voudraient que s'établisse une véritable coordination des groupes indépendants de l'Est et de l'Ouest, cherchant à se doter d'une plateforme politique commune qui puisse déboucher sur des actions conjointes.

Ce débat fait d'ailleurs écho à celui qui existe à l'Est entre divers groupes, notamment en URSS. Le Groupe de Moscou, qui situe son action dans un cadre strictement légal et s'appuie sur la Constitution faisant obligation au citoyen soviétique d'agir en faveur de la paix, a toujours proclamé sa volonté de ne pas attaquer la politique du gouvernement. Un porte-parole du groupe, Yuri Medvekov, va jusqu'à déclarer : « *Nous n'entendons pas sous-estimer l'importance des initiatives de nos dirigeants. (...) Je pense que nous devrions leur laisser le bénéfice du doute et accepter leur travail pour une noble cause.* » (4) A l'inverse, le Groupe

1. Pour un bilan de cette rencontre, se reporter à *Inprecor* numéro 180 du 24 septembre 1984.

2. Sur la seconde convention de l'END, cf. *Inprecor* numéro 150 du 23 mai 1983.

3. Ces textes ont été publiés en français dans une plaquette publiée par le CODENE et l'association Initiatives pour le dialogue Est-Ouest, Paris, janvier 1985.

4. Extrait d'un enregistrement adressé au forum de Berlin-Ouest sur Yalta, qui s'est tenu en février 1985. Plusieurs des prises de position citées dans cet article n'existent que sous la forme de textes ronéotés ou d'enregistrements qui ont été distribués aux participants de ce forum. Les notes de lecture qui suivent ne concernent donc que les textes publiés.

de Léningrad, qui n'a pas ce genre de « naïveté », déclare dans un appel aux militants d'Europe : « *Il faut rappeler que l'Europe s'étend jusqu'aux montagnes de l'Oural et qu'une partie considérable en est occupée par un Etat dont les dirigeants ne cessent de faire des déclarations sur la défense de la paix. Mais ces appels sont en contradiction absolue avec leurs actes, qui visent à consolider leur pouvoir militaire et nucléaire.* » (5)

En outre, il faut tenir compte du caractère fluctuant des groupes indépendants de l'Est, constamment menacés par la répression. Le seul mouvement dont on pouvait parler en tant que tel — celui de RDA en 1982-1983 — a subi des coups très durs suite au harcèlement de la police politique, qui est parvenue à démanteler des groupes combatifs comme celui de Iéna, jetant en prison les militants les plus déterminés, acculant de nombreux pacifistes à l'émigration, ou les expulsant purement et simplement du pays, comme ce fut le cas pour Roland Jahn (6). En URSS, des dizaines de pacifistes sont incarcérés ou enfermés dans des hôpitaux psychiatriques et plusieurs initiateurs du Groupe de Moscou ont eux aussi été poussés à émigrer. Et même en Hongrie, où le groupe Dialog se targuait au départ d'entretenir de bons rapports avec les autorités, les militants indépendants qui refusaient de se plier au diktat du comité officiel se sont vus museler (7).

« Transformer les épées en socles de charrue. » (DR)

Pourtant, pas plus en RDA qu'en Hongrie ou en URSS, les groupes pacifistes n'ont pas disparu pour autant. Le simple fait que le Synode des Eglises protestantes de RDA se soit prononcé explicitement en septembre dernier contre le déploiement des missiles à l'Est comme à l'Ouest montre bien que le mouvement pacifiste indépendant continue à peser dans le champ politique. Ce qui était confirmé peu après par la déclaration commune de pacifistes et d'oppositionnels de RDA et de Tchécoslovaquie contre le déploiement des missiles soviétiques et pour la paix en Europe (8). Quant au Groupe de Moscou, que certains considéraient déjà comme disparu après les multiples arrestations du printemps 1984 alors que ses membres récoltaient dans la rue des centaines de signatures en faveur de la paix, il prenait de nouvelles initiatives durant l'été dernier à l'occasion de l'anniversaire du largage par les USA d'une bombe atomique sur Nagasaki, lors de la Seconde guerre mondiale. Et Yuri Medvekov déclarait en décembre dernier : « *Nous continuons à estimer le nombre de ceux qui nous soutiennent à environ mille personnes. C'est à peu près le chiffre correspondant aux personnes avec qui nous avons des contacts directs et avec qui nous pouvons maintenir des liens, compte tenu des difficultés inhérentes à un travail qui doit s'effectuer sans avoir recours à la poste ni au téléphone.* »

Défendre les militants pacifistes de l'Est

Prison, relégation ou hôpital psychiatrique, tel est le « choix » auquel sont confrontés tous ceux qui, en URSS, décident de manifester leur aspiration à la paix en dehors des structures officielles. Détentions répétées de 48 heures, perquisitions incessantes et harcèlement du KGB (police politique), licenciements, internements prolongés en hôpital psychiatrique, relégation en Sibérie, emprisonnement. La répression contre les militants pacifistes indépendants n'a rien à envier aux méthodes traditionnelles de la bureaucratie pour faire taire tout opposant au système, quand bien même la majorité des membres et sympathisants du Groupe de confiance ne se reconnaissent pas comme opposants.

Au printemps 1984, les activités du Groupe de Moscou — collecte de près de 800 signatures dans les rues, les 18 et 19 mai, manifestation rassemblant 500 personnes le 1er juin, nouvelles collectes ce même mois — avaient entraîné des dizaines d'arrestations. Durant l'été, 36 personnes étaient arrêtées à la veille de la manifestation prévue le 6 août pour l'anniversaire d'Hiroshima, et 50 autres deux jours plus tard, alors qu'elles se rendaient à un séminaire du Groupe. Beaucoup étaient relâchées peu après, mais d'autres furent maintenues 15 jours en prison, accusées de « *hooliganisme léger* » et constamment menacées d'être envoyées en hôpital psychiatrique. Mais les autorités soviétiques ne se limitent pas aux menaces, comme le montrent les cas des personnes suivantes :

— Lidia Latsis-Doronina, une femme de 57 ans condamnée à 5 ans de camp et à 3 ans d'exil, pour avoir distribué un tract du Groupe de Confiance à Riga ;

— Aleksandr Vorona, enfermé en hôpital psychiatrique pour avoir distribué la propagande du Groupe de Confiance à Novosibirsk ;

— Oleg Radzinski, l'un des leaders du Groupe de Moscou, condamné en octobre 1983 à un an de prison et à 4 ans d'exil en Sibérie, et qui est maintenant gravement atteint de tuberculose ;

— Yurii Popov et Serguei Troyanski, soumis à un traitement forcé aux neuroleptiques à l'hôpital psychiatrique de Moscou depuis qu'ils ont été arrêtés en 1983 ;

— Vladimir Gershuni, détenu en hôpital psychiatrique à Alma-Ata ;

— Valerii Senderov, syndicaliste condamné à 12 ans de prison, puis à 5 années supplémentaires, soit 17 ans au total.

— Un cas particulièrement tragique, c'est celui d'Aleksandr Shatravka, arrêté en avril 1982 et condamné à 3 ans de camp en avril 1983, et dont la peine vient d'être prolongée de 2 ans et demi le 11 février 1985. Depuis son arrestation, il n'a cessé d'être torturé et privé de sommeil, au point qu'il a tenté de se suicider en mai 1984. On l'a alors mis au cachot. Depuis, les sévices continuent. Shatravka poursuit son combat depuis bientôt 15 ans, et il a passé près de dix années en prison. En 1971, il a refusé de servir dans l'armée en raison de ses convictions pacifistes, à la suite de quoi il fut enfermé en hôpital psychiatrique à de multiples reprises, y passant la majorité de son temps. Il se trouve à la prison du camp de Kazakhstan, à l'adresse suivante : SSSR Dzhambulskaya, obl. g. Zhanatas, Uchr. 158/3.

Cette répression n'a pas mis fin aux activités du Groupe de Confiance, qui continue à organiser des manifestations — une a eu lieu le 11 décembre 1984, une autre le 12 avril 1985 — et qui maintient ses séminaires hebdomadaires, notamment sur le thème de la reconversion des dépenses d'armement pour des objectifs pacifistes, sur les effets médicaux d'une guerre nucléaire et sur les conséquences de l'« hiver nucléaire », et aussi sur des thèmes internationaux tels que les activités des pacifistes aux USA ou le point de vue des Verts.

Vingt personnes ont été arrêtées à la veille de la manifestation prévue par le Groupe de Moscou pour le 16 mai 1985 :

— Nicolas Khramov, « récidiviste », a été condamné pour la énième fois à 15 jours de prison et il risque 7 ans de prison ;

— V. Brodsky, accusé de « *hooliganisme grave* », risque 5 ans de prison ;

— deux jeunes femmes de 16 et 18 ans, Olga Kabonova et Natasha Atvylenkova, ont été incarcérées à l'hôpital psychiatrique de Moscou.

Pour se solidariser avec ces cas de répression, il est nécessaire d'adresser des télégrammes aux ambassades soviétiques et au Comité de la paix (officiel) pour protester et exiger des informations sur tous ces cas et sur de nombreux autres cas analogues. ■

5. *Return Address : Moscow*, bulletin international de nouvelles sur les activités indépendantes en faveur de la paix en URSS, publié à New York, numéro 1, septembre 1984.

6. Cf. *Inprecor* numéro 159 du 24 octobre 1983.

7. Sur le mouvement pacifiste hongrois et ses débats actuels, se reporter à *Inprecor* numéro 185 du 3 décembre 1984.

8. Cf. *Inprecor* numéro 186 du 17 décembre 1984.

En Hongrie, ceux des militants qui n'ont pas cédé aux pressions de la bureaucratie ont repris le flambeau et débattent de nouvelles initiatives.

Il faut noter qu'en Pologne, où il n'existait pas de mouvement pacifiste à proprement parler, une évolution s'est fait jour, avec les prises de position des groupes Comité de résistance sociale (KOS) ou des regroupements de gauche qui s'organisent autour du journal *Wola* à Varsovie, ainsi qu'avec l'établissement de liens réguliers avec des mouvements pacifistes indépendants de l'Ouest et le soutien accordé par l'organisation Solidarité combattante et le KOS à la formation des Rangs de la paix et de la solidarité, une initiative à caractère pacifiste.

LUTTE CONTRE LA GUERRE OU LUTTE POUR DES DROITS DÉMOCRATIQUES ?

La difficulté majeure pour parvenir à définir une position et un champ d'action communs entre pacifistes indépendants de l'Est et de l'Ouest tient sans aucun doute à l'appréhension très différente du problème de la guerre qu'ont les uns et les autres, car les problèmes immédiats auxquels ils sont confrontés sont loin d'être identiques. Dès le départ, par exemple, les groupes de RDA, la Charte 77 de Tchécoslovaquie, le Groupe de Moscou, ont mis en évidence le caractère décisif pour eux du lien entre la lutte pour la paix et la lutte pour les droits démocratiques.

Pour beaucoup de pacifistes de l'Ouest engagés dans des mobilisations de masse centrées sur le refus des Pershing et des Cruise et l'exigence d'un désarmement unilatéral de la part de leurs gouvernements respectifs, cette insistance sur le problème des droits de l'homme a souvent été saisie comme une diversion. C'était ne pas comprendre que, pour les pacifistes indépendants de l'Est, il s'agit d'une question vitale au sens où elle détermine toute possibilité d'agir. Comme le rappelle le Groupe de Léningrad : « *Alors que des milliers d'entre vous participent librement à des rassemblements nationaux au travers de manifestations pour la paix, les gens qui, à Moscou (le Groupe de confiance) ne faisaient que se prononcer en faveur de la confiance entre les nations, en tant que gage de paix, ne pouvaient même pas quitter leur domicile pour rejoindre la marche de la paix organisée par des avocates suédoises sur le territoire de l'URSS en été 1982. Ils sont illégalement maintenus aux arrêts à domicile, leurs téléphones sont coupés, ils sont menacés de poursuites judiciaires, en un mot, ils sont les victimes du rouleau compresseur de l'Etat totalitaire. On ne peut passer tout cela sous silence quand on discute de la paix en Europe.* » (9)

Aujourd'hui, cette préoccupation est largement reprise par les militants pacifistes de l'Ouest, du moins ceux qui sont convaincus de l'importance de la collaboration avec les groupes indépendants de l'Est. Au même titre, ces derniers ont évolué dans leur appréhension des mouvements pacifistes de l'Ouest, souvent suspectés d'être des courroies de transmission du Kremlin. « *Est-ce que ce mouvement, dont beaucoup d'éléments ne sont pas indépendants, peut lui-même être indépendant ?* », demandait crûment Janusz Onyszkiewicz — ex-porte-parole de Solidarité — dans une lettre, adressée à la veille de la convention de Pérouse au dirigeant de l'IKV, Mient-Jan Faber, en faisant allusion à la présence des comités officiels de l'Est à cette rencontre. Ce type de doutes repose généralement sur la conviction que l'orientation du mouvement pacifiste occidental est l'expression d'une dépendance politique à l'égard du Kremlin. « *Vos protestations contre la course aux armements sont utilisées actuellement par la propagande officielle des pays du bloc oriental.* (10) » Une telle accusation dans un texte du KOS polonais peut être choquante, mais il faut comprendre à quoi cela renvoie.

La presse officielle de l'Est a toujours fait son possible pour présenter les mouvements pacifistes de l'Ouest comme des « alliés », parlant de « *phénomène nouveau* » qui « *constitue un sérieux défi pour les intérêts du capitalisme monopoliste* ». La revue soviétique *Kommunist* a même été jusqu'à exprimer son approbation de ce que « *la participation de centaines de milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes dans les manifestations antiguerre, qui entraîne souvent des affrontements directs avec la police ou des détachements de l'armée, représente une école politique inestimable pour la jeune génération d'aujourd'hui.* » (11) De telles déclarations ne peuvent qu'engendrer la méfiance dans le mouvement de la paix indépendant des pays de l'Est. D'autant plus qu'il existe réellement des courants du mouvement pacifiste à l'Ouest qui présentent l'URSS comme un allié et qui ferment les yeux sur sa politique militariste pour des raisons tactiques et de prétendue « efficacité » de la mobilisation, au nom de la lutte contre un même ennemi, l'OTAN.

FAIRE TOUTE LA CLARTÉ SUR LE ROLE DE L'IMPÉRIALISME

C'est autour du mot d'ordre de désarmement unilatéral que se sont cristallisés les débats les plus âpres entre militants indépendants de l'Est et de l'Ouest. En partie, cela renvoie à des questions de langage. « *Le mot d'ordre de désarmement unilatéral donne aux citoyens des pays qui se trouvent sous occupation soviétique l'impression que, dans l'intérêt — réel ou imaginaire — de la sécurité européenne, le mouvement de la paix d'Europe occidentale serait prêt à abandonner à son destin la partie orientale du continent* », affirme le dissident hongrois Janos Kis dans une contribution adressée à la convention de Pérouse.

Il incombe aux pacifistes de l'Ouest de dire et de redire que l'objectif du désarmement unilatéral n'a rien à voir avec un quelconque soutien à la politique militaire du Kremlin. Il s'appuie sur la conviction que si, dans un seul pays d'Europe occidentale la mobilisation parvenait à contraindre un gouvernement à refuser le déploiement des missiles américains, ce serait là une formidable victoire politique pour les masses européennes de l'Ouest comme de l'Est. « *Contrairement aux dirigeants des deux côtés, qui ne font que s'opposer aux armes de leurs adversaires, nous pensons que la seule voie pour commencer à désarmer les blocs, c'est de faire les premiers pas dans notre propre pays. A l'Ouest, cela implique de s'opposer au déploiement imminent des missiles Cruise et Pershing* », expliquait l'END dans une lettre au KOS polonais (12). Au même titre, les citoyens de RDA se sont mobilisés d'abord contre la militarisation de la vie civile imposée par le gouvernement est-allemand et contre le déploiement des nouveaux SS-21 et SS-22, qui renforcent la présence soviétique et la dépendance de ce pays vis-à-vis du Kremlin. Ce n'est pas pour autant qu'ils négligent le risque que les Pershing placés en RFA font peser sur eux. Mais comment ne pas voir que chacun doit commencer à se mobiliser là où il peut obtenir des résultats ?

Toutefois, les divergences sur le mot d'ordre de désarmement unilatéral ne revoient pas seulement à l'incompréhension quant à l'objectif fixé. Elles renvoient à une incompréhension profonde des rôles respectifs de l'impérialisme américain et de la bureaucratie soviétique dans la course aux armements. Rejetant à juste titre la soumission de leurs gouvernements à la politique militaire du Kremlin, et en particulier la présence des troupes soviétiques sur leur sol, de nombreux opposants de l'Est en viennent à nier tout simplement les faits, en attribuant à la bureaucratie soviétique la responsabilité centrale, voire exclusive, de la course aux armements.

« *Si l'Occident se montre faible, la troisième guerre mondiale sera inévitable* », déclaraient des militants polonais des Rangs de la paix et de la solidarité, dans une adresse aux pacifistes de l'Ouest, en juillet 1984 (13). Le KOS précisait pour sa part : « *La demande d'une diminution unilatérale du potentiel militaire de l'Occident mène à l'augmentation et non à la diminution du péril de guerre.* » (14) Faut-il leur rappeler que la seule fois où l'arsenal nucléaire a été effectivement utilisé jusqu'ici, ce fut en 1945, par l'impérialisme américain, au-dessus d'Hiroshima le 6 août et de Nagasaki le 9 août ? Que c'est ce même impérialisme américain qui a menacé de l'utiliser plusieurs dizaines de fois depuis lors, dans les moments de tension internationale ? Et que c'est encore lui qui, depuis la Deuxième Guerre mondiale, a toujours pris l'initiative dans la relance de la course aux armements ? Faut-il aussi rappeler aux membres du KOS polonais que l'impérialisme

9. *Return Address : Moscow*, op. cit.

10. *KOS* numéro 32, 9 mai 1983, publié dans *Alternative* numéro 24, Paris, novembre-décembre 1983.

11. *Kommunist*, numéro 12, août 1984.

12. *Peace and Democracy News*, New York, numéro 1, printemps 1984.

13. *Biuletyn Dolnoslasky*, numéro 55, juin-juillet 1984.

14. *KOS*, numéro 41, 23 octobre 1984.

Les femmes de Greenham Common. (DR)

US n'a pas attendu les invasions soviétiques en Hongrie (1956) et en Afghanistan (1979) pour envoyer ses troupes mater les rébellions populaires ou les guerres de libération nationale qui mettaient ses intérêts économiques et politiques en jeu, comme à Saint-Domingue en 1965 ou au Vietnam ? Enfin, aujourd'hui même, c'est l'impérialisme américain qui menace d'utiliser les formidables forces armées dont il dispose pour intervenir en Amérique centrale contre des peuples qui défendent, les armes à la main, leur droit de vivre.

Il est particulièrement choquant de constater que ce point de vue profondément erroné est alimenté par une personnalité comme Jacek Kuron, dont on ne saurait suspecter l'ignorance en matière de politique internationale. Dans une lettre adressée aux participants du forum de Berlin-Ouest de février 1985, ce dernier affirme en effet : « *Je voudrais dire avant tout que ce serait une erreur fondamentale de juger les deux blocs militaires et politiques qui se font face selon les mêmes critères. (...) L'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis sont régis par un système social démocratique au sein duquel s'opèrent des choix, et ces choix peuvent être mauvais ou bons. (...) Or, si l'on traite ces mauvais choix de la démocratie de la même manière que le mal commis par le système régissant les pays du socialisme réel, c'est-à-dire des pays totalitaires, alors on confond ce qui est un mauvais choix des gens et ce qui est la conséquence d'un système. (...) Le totalitarisme, du fait que les sociétés et les gens n'ont aucun choix, est lui-même le mal, tandis que les choix en démocratie, même les plus mauvais choix, restent des choix que l'on peut toujours changer, corriger : les gens sont ce qu'ils sont, le système est ce qu'il est, mais on peut le changer et le corriger.* »

Jacek Kuron cherche-t-il à faire croire que le peuple américain était d'accord avec la guerre du Vietnam ou que cette guerre, comme aujourd'hui la menace d'invasion américaine du Nicaragua, sont des effets de la nature imparfaite de la démocratie, et non le produit de la base économique du système, du capitalisme et de l'impérialisme ? Comment explique-t-il que le gouvernement belge vienne de décider le déploiement des missiles américains, alors que 78 % des personnes interrogées dans ce pays lors de sondages d'opinion se sont prononcées contre une telle décision ? Parce qu'ils vivent dans des sociétés soumises au pouvoir totalitaire, de nombreux dissidents de l'Est tombent dans le piège de l'analyse superficielle des deux blocs politico-militaires qui s'affrontent, en se référant exclusivement à la forme politique du régime et en faisant abstraction de ses bases socio-économiques. Ou bien, comme c'est très souvent le cas chez ces dissidents, ils projettent sur le monde entier la situation de leur propre pays et de leur région — marquée par l'hégémonie de la bureaucratie soviétique en Europe de l'Est —, suggérant ainsi que le destin du monde entier est menacé par une prétendue vocation hégémonique universelle de l'URSS, face à laquelle l'impérialisme occidental est conçu, dans le meilleur des cas, comme un danger secondaire pour l'humanité.

Dans ce débat avec les militants pacifistes indépendants de l'Est, dont les aspirations à la paix ne font aucun doute, il importe de faire entendre les voix de ceux qui, à l'Est, combattent la vision erronée prévalant trop souvent dans ces pays en ce qui concerne le rôle des Etats-Unis et de l'impérialisme en général. Dans son adresse au forum de Berlin, Jiri Hajek, porte-parole de la Charte 77 affirme ainsi : « *La politique que Reagan poursuit dans son effort pour restaurer l'hégémonie des USA met l'accent principal sur les efforts d'armement. Ce qui implique un investissement et des efforts accrus de la part de ses alliés. Et ce qui signifie un effort pour tenter de convaincre ses adversaires de leur infériorité, afin de les obliger à utiliser des ressources encore plus grandes à des fins militaires, de manière à nuire à leur développement économique.* » Mihailo Markovic, philosophe yougoslave et l'une des têtes pensantes du groupe Praxis, déclare de son côté : « *Les intellectuels indépendants d'Europe de l'Est qui voient dans la liberté et dans le respect des droits civils une précondition de la paix ont, il est vrai, raison aussi longtemps qu'ils parlent de leur propre partie du monde. Mais ils auraient tort de penser qu'il incombe à l'Ouest de conquérir cette liberté et ces droits à leur place. Il existe de profonds désaccords entre les intellectuels d'Europe de l'Est à ce sujet. Dans sa lettre à Edward Thomson, dirigeant de l'END britannique, Jaroslav Sabata, membre de la Charte 77, insiste à juste titre sur la "solidarité internationale de tous ceux qui résistent à un quelconque type d'oppression". C'est sur cette base qu'une "convergence entre la lutte contre la modernisation de l'OTAN et la lutte contre la violation des droits civils en Europe de l'Est" pourrait effectivement*

Lettre ouverte des femmes de l'Est et de l'Ouest

Nous sommes des femmes des cinq pays d'Europe dans lesquels le déploiement des nouvelles armes américaines et soviétiques a commencé. Nous sommes des femmes de cultures différentes, de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, du Nord et du Sud, certaines d'entre nous sont organisées par des Eglises, d'autres non, certaines d'entre nous sont féministes, pacifistes ou militantes de nombreux autres mouvements pour la défense des droits humains ainsi que de l'environnement.

Malgré nos divergences, nous sommes unies par notre volonté d'autodétermination, pour lutter contre la culture du militarisme dans le monde, contre les uniformes et la violence, contre l'éducation de nos enfants pour être des soldats, et contre le gaspillage insensé des ressources naturelles. Nous exigeons le droit à l'autodétermination pour tous les individus et tous les peuples. Nous voulons faire une contribution culturelle spécifique afin de changer les structures sociales existantes. C'est pourquoi nous contestons aussi les conséquences de l'éducation sexiste sur le comportement des hommes et des femmes, et nous demandons aux hommes de faire de même.

La liberté de décider de son propre sort signifie aussi être libérées de l'exploitation et de la violence : dans nos pensées et dans nos actions, sur nos lieux de travail, dans nos rapports avec la nature et dans les rapports entre les hommes et les femmes, entre les générations, entre les Etats, entre l'Est et l'Ouest et entre le Nord et le Sud de notre planète.

Ensemble, nous voulons briser ce cercle de violence, ainsi que les inquiétudes qu'il engendre en chacune de nous : inquiétude au sujet des armes nucléaires, peur du danger de la mort de l'humanité et de la fin du monde, peur du viol de nos corps et de nos âmes. Ensemble, nous voulons nous confronter à ces inquiétudes pour pouvoir les surmonter, non plus dans l'illégalité mais avec le droit de la libre expression de son opinion pour tout le monde, surtout dans les endroits où ce droit est nié quotidiennement. Il ne peut y avoir de perspective réaliste pour la paix sans le respect des droits humains.

Le déploiement de nouvelles armes nucléaires dans nos pays a limité notre liberté et augmenté nos peurs. Notre obligation de rompre l'engrenage de la violence est devenue plus grande à cause de la responsabilité que nous partagerions pour une catastrophe qui est devenue possible. Nous sommes conscientes d'être à la fois des coupables et des victimes de systèmes de violence. Dans un rôle comme dans l'autre, ce ne sont pas nous qui avons pris les décisions. Nous rejetons donc ces deux rôles. Nous ne sommes pas non plus rassurées par le fait que les représentants des deux super-puissances s'apprêtent en ce moment à négocier à Genève au-dessus de nos têtes. Encore une fois, on attend de nous que nous leur fassions confiance pour qu'ils deviennent raisonnables et renoncent volontairement à la production ainsi qu'à l'utilisation des armes de destruction de masse. Encore une fois, des négociations sur la manière d'organiser des négociations sont censées nous faire croire qu'il est possible de résoudre les problèmes d'en haut.

Au lieu de cela, nous choisissons la voie des initiatives indépendantes à la base. Cette voie ne passe pas par la militarisation de la société, ce qui explique pourquoi nous rejetons le fait d'être associées d'une manière quelconque aux préparatifs de guerre. Elle ne passe pas non plus par les rampes de lancement de missiles ni par la destruction de la nature et des relations entre les êtres humains.

Nous ne voulons ni d'une paix qui nous opprime ni d'une guerre qui nous anéantira.

Quarante ans après Auschwitz et Hiroshima, quarante ans après le début de la confrontation entre les blocs, nous voulons maintenant, enfin, commencer collectivement à nous connaître et à nous comprendre mieux, commencer aussi à nous rencontrer au-delà du mur qui sépare non seulement les frontières de nos pays mais bien trop souvent aussi nos cœurs et nos esprits.

Nous avons entrepris de construire la détente depuis la base. Rejoignez-nous !

Cette déclaration est signée par des femmes de chacun des cinq pays où ont été déployés des missiles, le Royaume-Uni, la République démocratique allemande, la République fédérale allemande, l'Italie et la Tchécoslovaquie.

Tchécoslovaquie : Eva Kanturkova, Anna Sabatova (mère de la femme de Petr Uhl, qui porte le même nom), Dana Nemcova, Marketa M. Nemkova, Jana Sternova, Libuse Silhanova, Marie Rihova, Anna Marvanova, Zdena Tomin, Ruth Tosek.

RDA : Barbel Bohley, Ulrike Poppe, Irena Kurkotz, Katja Havemann, Gisela Metz.

Italie : Elisabetta Addis, Paola Baglioni, Luisa Boccia, Raffaela Bolini, Flavia Bucca, Anna Caporicci, Giuseppina Ciuffreda, Lucia Corbo, Joan Crowley, Vichi de Marchi, Tatiana Facchini, Dora Ferlazzo, Antonella Giunta, Chiara Ingrao, Cristina Lascialfari, Anna Martellotti, Antonella Martorelli, Cecilia Mastrantonio, Anna Pia Nadalutti, Stefania Piro, Marina Pivetta, Rita Sanvittore, Titta Sassani, Giuliana Sgrena, Lorenza Sorgato, Nicoletta Tiliacos, Anna Vio, Silvia Zamboni, Lisa Zanetti, Luciana Castellina.

RFA : Irene Flechsbard, Petra Kelly, Maries Waskill, Beate Dohmann, Dorothy E-Simske, Sabine Helens, Eva Quistrop, Eva Marie Eppler, Hanna Kutowski, Barbara Senft, Christina Mengenberg, Mikhaela van Freyhold, Gerlind Gode, Heike Vidrans.

Grande-Bretagne : Mary Kaldor, Sheila Oakes, Margot Miller, Jan Williams, Fiona Weir, Christine Connochie, Jane Dibblin, Nancy Wood, Sue Willett, Jane Mayes, Lydia Merrill, Barbara Bambridge, Margaret Crampton, Anja Manser, Clare Ryle, Carol Hughes, Sally Wood, St. Neott's Womens Peace Group, Jan Martin, Patricia Chilton, Monika Frisch, Denise Aaron, Evelyn Silver, Deborah Leach, Gwen Manchester, Jill Manchester, Joan Gallina, Bee Springwood, Annie Lockwood, Ann Mawson, Maria Wood, Monika Roos, Jolend Norman, Janet Tyroll, Stefanie Durcek, Helen Peace Chariot, Jean Ward, Marguerite Ayeres, Sue Scott, Christine King, Jill Liddington, Ann Harrison, Kate Soper, Anne Tunnicliffe. ■

Liste des signataires au 7 mars 1985.

s'opérer. Mais Vaclav Racek, lui, exprimait un point de vue à la fois irréaliste et dangereux lorsqu'il demandait au mouvement de la paix de "soutenir les forces militaires des démocraties occidentales en tant qu'instrument des droits humains s'affrontant aux systèmes totalitaires". Cette vue est irréaliste, puisque les forces militaires des USA et des autres pays occidentaux sont tout sauf un "instrument des droits humains". Il suffit, pour s'en convaincre, de voir comment elles ont été utilisées dans les conquêtes des colonies dans le passé, ainsi qu'en Amérique latine, en Asie du Sud et en Afrique du Nord plus récemment. » (15)

Gageons que la plupart des groupes pacifistes de RDA seront d'accord avec ce point de vue, eux qui, dans leurs nombreuses contributions, ont toujours accompagné leur refus du déploiement des missiles soviétiques dans leur pays d'un rejet parallèle des Pershing en RFA et ont fait des contributions parfois remarquables à la compréhension des motifs différents qui poussent, la bourgeoisie d'un côté et la bureaucratie de l'autre, à la militarisation de la société et à la course aux armements. Leurs liens avec les militants pacifistes ouest-allemands et leur possibilité de capter quotidiennement les informations de la télévision ouest-allemande sur leur écrans ont sans doute quelque chose à voir avec le fait qu'ils entretiennent moins d'illusions que d'autres pacifistes d'Europe de l'Est sur le caractère « démocrati-

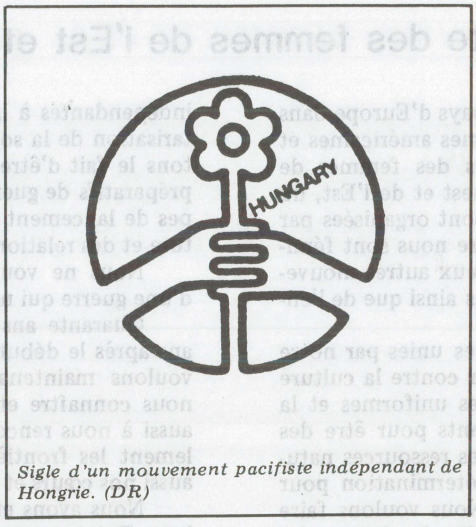
15. *END*, numéro 12, Londres, octobre-novembre 1984.

que » des régimes de l'Ouest. Toujours est-il que le débat sur le rôle de l'impérialisme, loin de se limiter à une polémique entre militants pacifistes de l'Est et de l'Ouest recouvre une discussion qui traverse les milieux militants pacifistes de l'Est. Mais, en même temps, il faut être conscient que ces derniers apportent souvent aux militants occidentaux une information ou même une analyse sur les mobiles et la dynamique de la politique militaire — voire de la militarisation — des régimes bureaucratiques qui leur permet de mieux connaître cette réalité ou même de dissiper des illusions qu'ils pouvaient avoir à son sujet.

Comme la lutte pour les droits démocratiques, la lutte contre la militarisation de la vie sociale — thème central dans le développement du mouvement pacifiste en RDA — est également très présente dans la détermination d'un groupe comme l'Association des partisans estoniens de la paix, qui réclame une Baltique neutre et dénucléarisée. Ils soulignent que « *si l'URSS encourage avec zèle les mouvements pacifistes à l'étranger, c'est l'armée qui, à l'intérieur des frontières est exaltée sur toute la longueur et toute la largeur du territoire* ». Ils dénoncent aussi les diverses expressions d'un militarisme brutal dans la vie de la société soviétique (16). On retrouve également ce souci derrière l'initiative prise récemment par un groupe polonais demandant une limitation de l'éducation militaire dans les écoles, au moment même où treize étudiants de Varsovie engageaient une grève de la faim dans une église en solidarité avec Marek Adamkiewicz, condamné à deux ans et demi de prison pour avoir refusé de prêter le serment auquel sont contraints tous les appelés lors de leur incorporation et qui comporte un acte d'allégeance à l'armée soviétique. Une pétition a circulé dans plusieurs villes, exigeant sa libération.

PAR DELA LES FRONTIERES

Il est frappant de constater que la démarche des militants pacifistes de l'Est, dans le cadre de sa dimension démocratique, commence à intégrer aussi la dénonciation des phénomènes d'oppression nationale à laquelle sont soumises plusieurs nationalités sous les régimes bureaucratiques. Les pacifistes et dissidents hongrois, par exemple, considèrent comme nécessaire de s'engager dans le combat contre la discrimination touchant les minorités nationales en Hongrie, Tchécoslovaquie et Roumanie. Le KOS polonais va plus loin, en se faisant l'écho de cette préoccupation de plus en plus présente dans la presse clandestine de Solidarité. Dans son adresse au forum de Berlin-Ouest, le KOS revendique ainsi les droits des peuples européens opprimés de l'URSS et « *demande à tous les participants de se rappeler également les victimes silencieuses de Yalta : les Lithuaniens, les Lettons, les Estoniens, les Biélorusses, les Ukrainiens. Leur droit à l'autodétermination n'est pas moins inaliénable que le nôtre, et leurs souffrances et leur oppression sont bien plus grandes.*



Sigle d'un mouvement pacifiste indépendant de Hongrie. (DR)

C'est pourquoi, encore plus que nous, ils ont besoin de solidarité ».

Mais la question nationale est également soulevée à propos de la question allemande, dans l'Appel de Prague adressé à l'occasion de la prochaine convention d'Amsterdam. « *Si notre but est l'unification de l'Europe*, peut-on y lire, *alors personne ne peut être privé du droit à l'autodétermination, et ceci s'applique aux Allemands. Pourtant, comme pour tous les autres droits, celui-ci ne doit pas être imposé aux dépens des autres peuples, ni en ignorant leurs craintes. Déclarons donc sans équivoque qu'aucune solution ne sera recherchée dans une nouvelle révision des frontières européennes. Dans le processus du rapprochement européen, les frontières devraient progressivement perdre beaucoup de leur importance, mais même cela ne devrait pas être considéré comme une occasion de retomber dans les errements du nationalisme.* » (17)

Il faut observer que ce sont les régimes bureaucratiques qui, suivant en cela la politique de Staline, présentent toujours la division de l'Allemagne comme le moyen le plus sûr pour empêcher la renaissance du nationalisme expansionniste allemand. La crainte exprimée dans l'Appel de Prague n'est justifiée que si l'on ne pose pas la perspective de la réunification de l'Allemagne et du rapprochement des Etats européens, dans le cadre d'un processus de rupture avec le capitalisme. Il n'y aura pas de danger nationaliste allemand si la réunification de cette nation s'opère non sous la direction de la bourgeoisie, mais comme effet d'une révolution anticapitaliste dans la partie occidentale et d'une révolution antibureaucratique dans la partie orientale.

Les pacifistes et les dissidents de l'Est sont bien conscients de l'importance d'établir des contacts et d'approfondir le débat entre eux, par delà les frontières. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les contacts de longue date entre les oppositions démocratiques de Pologne et de Tchécoslovaquie ou, plus récents, entre celles de Tchécoslovaquie et de RDA. Les opposants hongrois sont également actifs sur ce terrain. Pour l'un d'entre eux, Milos Haraszti, « *le thème de la paix pourrait devenir peu à peu l'axe stratégique international de toutes les oppositions est-européennes* », un axe internationaliste qui, selon lui, faisait défaut jusqu'ici aussi bien à Solidarité qu'à la Charte 77 (18).

Le dialogue nécessaire entre militants pacifistes de l'Ouest et de l'Est progressera d'autant plus que se développera la compréhension, de part et d'autre, de ce que sont les différences de situation, au-delà de ce qui unit le combat de tous ceux qui aspirent à la paix. « *Il est bien sûr vrai que les gens aspirent partout au même type de choses : la paix, une meilleure qualité de vie, plus de liberté, une justice sociale*, précise Mihailo Markovic. *Mais ces valeurs universelles sont menacées et violées à des degrés divers dans les diverses parties du monde. Les priorités politiques sont différentes et les causes pour lesquelles les gens sont prêts à se battre, à s'engager dans un mouvement et à prendre des risques sont différentes, bien qu'elles ne s'excluent pas nécessairement les unes les autres et qu'elles puissent être tout à fait compatibles.* » (19)

L'unité de combat des mouvements pacifistes de l'Est et de l'Ouest est effectivement un enjeu décisif de la lutte antiguerre à l'échelle mondiale. Mais ce ne sont pas des négociations au sommet entre gouvernements, à Genève ou ailleurs, qui permettront de la faire progresser, et quel que soit l'esprit dans lequel ces négociations sont menées. Le seul garant contre le danger de guerre, c'est la mobilisation des masses contre le déploiement des armes nucléaires, contre la croissance des budgets militaires, contre la militarisation de la vie civile et contre toutes les limitations des libertés civiles et syndicales. Une lutte qui prendra nécessairement des formes et des accents différents à l'Est et à l'Ouest. Mais, en même temps, la lutte internationale pour la paix met en évidence la convergence d'intérêts des peuples qui, à l'Est comme à l'Ouest, combattent pour le droit à l'autodétermination, pour le droit à décider de leur propre sort.

Les militants de Solidarité du KOS ont parfaitement raison de déclarer : « *Notre lutte implacable contre le régime en place fait qu'il serait trop coûteux pour Moscou de nous entraîner dans la phase actuelle de la course aux armements.* » (20) Ce n'est pas un hasard, en effet, si aucun missile soviétique n'est stationné en Pologne. Par leur lutte, et malgré sa défaite temporaire, le peuple polonais a montré la voie aux autres peuples d'Europe. C'est de sa détermination à prendre ses affaires en mains que les pacifistes de l'Est et de l'Ouest doivent s'inspirer pour définir la voie qui leur permettra d'unir leurs mobilisations. ■

Jacqueline ALLIO,
5 juin 1985.

16. *Alternative*, numéro 31, Paris, janvier-février 1985.

17. *IDEO*, bulletin de l'association Initiatives pour le dialogue Est-Ouest, Paris, numéro 1, avril 1985.

18. *Across Frontiers*, Berkeley, Californie, hiver-printemps 1985.

19. *END*, numéro 12, octobre-novembre 1984.

20. *KOS*, numéro 42, 30 octobre 1984.

Le mouvement de masse en Flandre contre les missiles

DEPUIS 1979, la lutte contre l'installation des 48 missiles Cruise destinés à la Belgique est dirigée par deux coordinations, le Comité flamand contre les armes nucléaires (VAKA) du côté flamand, et le Comité national d'action pour la paix et le développement (CNAPD) du côté wallon, qui coopèrent entre elles pour l'organisation des initiatives centrales d'ampleur nationale.

La mobilisation antimissiles a été rythmée par quatre grandes manifestations à Bruxelles, qui ont respectivement rassemblé 50 000 personnes le 9 décembre 1979, 200 000 le 25 octobre 1981, 400 000 le 23 octobre 1983 et 150 000 lors d'une initiative convoquée d'urgence le 17 mars 1985, deux jours après la décision gouvernementale de déployer instantanément les 16 premiers Cruise sur la base aérienne de Florennes. A chacune de ces manifestations, les participants, principalement mobilisés par le VAKA, venaient en grande majorité de la Flandre.

D'autre part, la vie politique du pays est marquée depuis quinze ans par une réorganisation du pouvoir d'Etat, bien que très modeste en soi, qui transfère néanmoins de minces compétences aux instances régionales, flamandes et wallonnes. Il en a résulté une division sur une base linguistique de chaque parti politique — à l'exception de ceux de l'extrême gauche — et de beaucoup d'autres organisations. Ainsi, quoique le gouvernement central reste le maître à tous les niveaux, la dynamique politique, les évolutions des partis, la lutte électorale se développent différemment d'une région à l'autre du pays.

Pour ces deux raisons, cet article ne présente pas une analyse complète du mouvement de la paix, mais se concentrera sur l'étude d'un aspect particulier qui mérite attention. Nous nous proposons de retracer l'histoire du VAKA flamand, de faire ressortir les traits caractéristiques de sa politique, et d'indiquer comment la direction de cette coalition a pu susciter un tel mouvement populaire. A partir de là, nous analyserons les effets de l'action du VAKA sur les principaux partis flamands, et surtout sur le Socialistische Partij, le Parti socialiste flamand.

Guy HENDRIX

Le VAKA s'est constitué spontanément en novembre 1979, juste avant la fameuse « double décision » de l'OTAN (décision qui faisait planer la menace d'un déploiement des missiles Cruise en Belgique), à l'initiative de quelques organisations membres de l'OCV, forum très large où se rencontrent régulièrement des responsables de diverses tendances, pour discuter des problèmes de paix et de désarmement. Les fondateurs du VAKA — pour la plupart des organisations de jeunesse, socioculturelles ou tiers-mondistes — estimaient nécessaire de réagir par l'action directe, ce que l'OCV, en tant que forum de discussion, n'était pas prêt à faire. Au début, ils se sont rassemblés dans le seul but d'appeler à une manifestation le 9 décembre 1979, trois jours avant la réunion du Conseil de l'OTAN, lors de laquelle la Belgique devait se prononcer sur le déploiement des euromissiles. Après le succès de cette manifestation et enregistrant les réserves dont la Belgique et la Hollande avaient assorti leur approbation de principe de la « double décision » de l'OTAN, ce premier noyau de militants antimissiles décidait de poursuivre la lutte et de se structurer sérieusement.

Le VAKA, comme son nom l'indique, se limite à organiser la mobilisation contre l'armement nucléaire. Son but est la disparition de toute arme nucléaire de par le monde. Il prend la forme d'un front d'organisations, sans adhérents individuels, dont la direction est composée d'un membre de chacune des 18 organisations participantes. Les partis politiques sont exclus du statut d'organisation membre du VAKA. Les organisations qui forment le VAKA restent actives dans l'OCV, structure avec laquelle un accord a été formellement conclu pour conférer au VAKA une autonomie de décision sur tout ce qui concerne les armes nucléaires, accord qui prévoit aussi d'associer l'ensemble de l'OCV à chacune des discussions ou des initiatives du VAKA. De cette façon, un lien organique est maintenu avec, entre autres, les partis politiques (partis socialistes, partis communistes, formations écologistes, organisations révolutionnaires) et les deux confédérations syndicales, d'inspiration chrétienne et socialiste, présentes dans l'OCV.

LA POLITIQUE DU VAKA : VERS LE « NON » INCONDITIONNEL AUX MISSILES

La direction du VAKA a entrepris un important travail d'organisation, dont en a résulté la constitution, à travers toute la Flandre, de comités locaux du VAKA au niveau des communes, structures de base qui sont ouvertes à toute personne disposée à militer activement pour la cause du VAKA, qu'elle soit membre ou non des organisations constitutives ou d'un parti politique.

Ainsi s'est constitué un réseau organisationnel original, qui combine une direction autonome tournée vers l'action directe, à l'abri des querelles partisanes pouvant paralyser sa capacité d'initiative (1) et une structure militante de mobilisation, le tout dans le cadre d'une politique de concertation permanente avec les organisations du mouvement ouvrier.

Le gouvernement de coalition entre le Parti bourgeois social-chrétien (CVP) et le Parti socialiste flamand (SP), tout en approuvant en décembre 1979 la « double décision » de l'OTAN, se réserva en même temps un délai de six mois avant de décider du déploiement effectif des euromissiles en Belgique,qu'il faisait dépendre d'une appréciation des négociations avec l'URSS. Au printemps 1980, cette décision fut remise à cause d'une crise gouvernementale. Le nouveau gouvernement (CVP-SP) utilisera la première ouverture pour entamer une négociation avec l'URSS, apparue lors de la visite de Helmut Schmidt à Moscou le 30 juin 1980, pour remettre de nouveau la décision. En septembre de la même année, il réaffirme son adhésion à la « double décision » de l'OTAN, et déclare attendre les résultats des négociations à venir. Pourtant, il affirme qu'« *il accepte dès maintenant les conclusions des pourparlers et l'exécution des tâches qui incombent à la Belgique dans le cadre de l'OTAN, au cas où les négociations échouent* ». Toutefois, cette exécution des directives de l'OTAN ne serait pas automatique, mais resterait conditionnée à une évaluation propre de la situation par le gouvernement belge.

L'ambiguïté de cette position sera maintenue pendant plus de quatre ans, d'abord dans l'attente des négociations INF (Intermediate Nuclear Forces - Forces nucléaires de portée moyenne) de

1. Il faut rappeler à ce titre que, jusqu'en novembre 1981, le Parti socialiste flamand était au gouvernement en coalition avec le parti bourgeois CVP, mais il participa néanmoins aux mobilisations antimissiles de 1979 et de 1981.

Genève — qui ne commenceront qu'en automne 1981 —, puis dans celle de la fin de ces pourparlers, qui interviendra fin 1983 suite à l'installation des euromissiles en Allemagne de l'Ouest (RFA), en Grande-Bretagne et en Italie et, ensuite, en insistant sur la possibilité d'ouverture de nouvelles négociations. A chaque évaluation semestrielle, la décision était reportée, ce qui fut encore une fois le cas en décembre 1984. Ce ne sera qu'au jour même prévu par l'OTAN pour l'arrivée des premiers missiles, le 15 mars 1985, que le feu vert sera brusquement donné par le gouvernement belge, provoquant un choc profond dans l'opinion publique, qui apprend ainsi cette décision alors même que les avions de l'US Air Force étaient déjà en vol avec les Cruise.

Au début, le VAKA exigeait qu'on négocie d'abord avant de décider le déploiement éventuel des missiles. Ce point de vue était partagé par un éventail très large d'organisations et défendu au sein du gouvernement par les partis socialistes. La direction du VAKA comprit rapidement, surtout après la formulation de la fameuse « option zéro » par Ronald Reagan (2) immédiatement soutenue par le gouvernement belge, que le mouvement antimissiles ne pouvait pas compter sur les négociateurs pour obtenir gain de cause. La direction du VAKA, en rien marquée par l'ancien mouvement de la paix des années 1950-1960, tirait un bilan négatif de tout processus de désarmement négocié en affirmant que « *toutes les négociations du passé ont abouti à un nouveau pas dans la course aux armements* ».

Tout en éduquant explicitement sa base militante sur cette orientation et en suscitant la méfiance vis-à-vis des négociations et des gouvernements en général, le VAKA en concluait aussi que son action devait être dirigée principalement contre son propre gouvernement et qu'il fallait exiger de lui une décision inconditionnelle, unilatérale, de ne déployer aucun missile Cruise, quoiqu'il arrive à Genève et quel que soit le nombre des SS-20 que les soviétiques décideraient de maintenir. C'est à partir de la fin 1981, juste après la deuxième manifestation d'octobre, que le VAKA a définitivement fait sienne cette position.

Il faut bien comprendre que cette position ne provient pas d'une analyse marxiste de l'armement ni d'une conception de la nécessité d'un désarmement unilatéral des Etats impérialistes. Elle est fondée sur la constatation de l'impasse que suscite chaque stratégie d'un désarmement conçu comme bilatéral, simultané, équilibré et négocié. La réflexion dont s'inspire le VAKA provient d'un courant de pensée regroupé autour du GRIT (Gradual Reciprocated Initiatives in Tension-Reduction - Initiatives graduelles et réciproques dans la réduction des tensions), qui prétend que le processus peut être débloqué par des mesures partielles unilatérales, lesquelles provoqueraient des mesures similaires de l'autre côté, et ouvriraient la voie à un nouveau type de négociations, orientées cette fois-ci vers une réelle diminution du stock d'armes. C'est dans ce sens que le VAKA va dorénavant exiger principalement que le gouvernement belge décide de refuser sans condition l'installation de tout missile Cruise, avec le slogan « *Des missiles en aucun cas ; un pas unilatéral vers le désarmement bilatéral* ».

Cette orientation politique a permis un renforcement considérable du mouvement anti-missiles en Flandre dans les années 1982 et 1983, qui est devenu un facteur politique de première importance.

Après les élections de novembre 1981, le gouvernement, qui est toujours en fonction, est constitué par une coalition entre le CVP, le principal parti bourgeois, dirigé par le premier ministre Wilfried Martens, le PVV, libéral, et leurs partis homologues du côté wallon, le Parti social chrétien (PSC) et le Parti réformateur libéral (PRL). Les socialistes sont rejetés dans l'opposition. Quoique ce gouvernement maintienne face au mouvement antimissiles le point de vue ambigu qui était celui de la précédente coalition gouvernementale et continue à reporter la décision concernant l'installation des missiles Cruise, il y a néanmoins peu de doutes sur les véritables intentions d'un tel gouvernement bourgeois homogène, que personne ne voit s'opposer à Washington et à l'OTAN. La détermination du VAKA et de sa base large à combattre ce gouvernement va donc croître.

Un effort soutenu de propagande et d'explication du VAKA amène de plus en plus d'organisations à reprendre l'exigence du « non » inconditionnel au déploiement des Cruise, et cela non seulement par les partis de l'opposition comme le SP, la Volksunie (parti nationaliste bourgeois flamand) et Agalev (les Verts), mais également par un grand nombre d'organisations catholiques, constituant traditionellement la base sociale du CVP, comme Pax Christi, les organisations catholiques d'aide au tiers monde, l'ensemble des organisations de jeunesse catholiques, les universités catholiques, des ordres religieux et les organisations socio-culturelles du Mouvement ouvrier chrétien (MOC-ACW), véritables organisations de masse, enracinées profondément dans chaque commune, chaque quartier, chaque village de la Flandre (3). La décision de manifester une troisième fois à Bruxelles le 23 octobre 1983, annoncée une année à l'avance, ouvrait la voie à une large campagne du VAKA autour du mot d'ordre « *Missiles en aucun cas* » et pour l'élargissement de ses comités locaux.

En même temps, le VAKA menait au sein de l'OCV une politique d'unité intelligente qui aboutissait à la participation officielle de l'ensemble du mouvement ouvrier chrétien à cette manifestation, alors même que ce mouvement fait partie du CVP et ne défend pas un point de vue unilatéraliste sur les missiles. Pourtant, son adhésion fut obtenue par la crainte de ce mouvement de se trouver en opposition avec sa propre base sérieusement influencée par la campagne du VAKA et y participant activement.

La manifestation du 23 octobre 1983 rassembla ainsi 400 000 personnes, dont les 3/4 étaient des Flamands, c'est à dire 300 000 sur une population totale de 5 millions, une proportion de loin supérieure à tout ce qu'on a vu en Europe et même en Hollande. Un véritable front unique de tout le mouvement ouvrier y participait : les syndicats chrétiens et socialistes, tous les partis du mouvement ouvrier, mais aussi des dizaines de milliers d'individus pas mobilisés par les appareils traditionnels mais directement par les structures du VAKA. Cela renforcera le rapport de forces entre la direction du VAKA et les directions réformistes traditionnelles, confirmera l'autorité du VAKA et élargira sa marge de manoeuvre et sa capacité d'initiative autonome.

Après cette manifestation, le vaste réseau de comités locaux du VAKA, majoritairement composé de militants politiquement inorganisés, exigeait et obtenait une représentation élue au sein de la direction du VAKA. Depuis le début de 1984, la direction du VAKA comprend donc 15 représentants, à raison d'un représentant par organisation constitutive, et 15 représentants élus par les comités (trois par province). Deux fois par an, une assemblée générale des comités se réunit, sans pouvoir de décision formel mais ayant une influence certaine sur les grandes orientations.

COMMENT EXPLIQUER CETTE EXPÉRIENCE PARTICULIERE ?

Nous indiquerons brièvement quelques éléments fondamentaux d'explication permettant de comprendre cette expérience assez particulière.

Tout d'abord, la Flandre n'a connu son grand essor d'industrialisation que dans les années 1960. Ces processus d'urbanisation et de prolétarisation ont diminué l'emprise de l'Eglise catholique et l'efficacité de la religion comme ciment idéologique de la solidarité entre les classes. A terme, cette évolution ne pouvait que provoquer des tensions au sein du CVP, principal parti de la bourgeoisie, qui remportait entre 40 et 45% des suffrages électoraux jusqu'en 1977-1978. Le mouvement ouvrier chrétien, largement majoritaire par rapport au syndicat socialiste, est historiquement partie prenante de ce parti interclassiste. Cette contradiction latente s'est peu ou pas exprimée pendant les années 1970.

2. Cf. *Inprecor* numéro 141 du 17 janvier 1983 et le dossier militarisation paru dans *Inprecor* numéro 159 du 24 octobre 1983.

3. Le Mouvement ouvrier chrétien (MOC-ACW) regroupe et chapeaute l'ensemble des organisations chrétiennes dans la classe ouvrière : la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), les mutualités chrétiennes, les coopératives, les organismes d'éducation permanente, etc. Le MOC est lié au Parti social chrétien (francophone)/Christelijke Volkspartij (flamand) (PSC/CVP) par l'intermédiaire de l'aile démocrate chrétienne de ces partis.

Manifestants contre les Pershing. (DR)

Elle éclata ensuite autour de la question des missiles, la crise économique aidant à exacerber les contradictions de classes.

Par ailleurs, l'influence de la social-démocratie, dont les bastions historiques se trouvent dans les bassins industriels de Wallonie, était peu développée en Flandre. Du fait de sa politique de collaboration de classes et de participation fréquente aux divers gouvernements bourgeois depuis la Seconde Guerre mondiale, la social-démocratie est apparue aux yeux du jeune prolétariat flamand comme un parti gestionnaire, sans dynamisme, idéologiquement droitier et vieillissant. Bref, le Parti socialiste, d'ailleurs en recul électoral continu de 1961 à1981, tombant à 22% des suffrages, ne captait rien du tout des nouvelles générations radicalisées de l'après-1968. Ces deux phénomènes ont créé un certain vide politique après la crise sociale de 1968, qui fut rempli par un grand nombre d'associations diverses à l'initiative de jeunes militants non dominés par le réformisme, se jetant d'une façon échevelée dans toutes sortes de campagnes et de luttes spécifiques. C'est de cette mouvance-là que les fondateurs du VAKA sont issus, et c'est encore en grande partie ce milieu social qui fournit les cadres du VAKA aujourd'hui.

LE PARTI SOCIALISTE FLAMAND ENTRAINÉ PAR LE MOUVEMENT DE MASSE

La social-démocratie flamande a connu une évolution spectaculaire sous l'impact du mouvement de masse. Après la scission sur des bases linguistiques intervenue dans l'ancien Parti socialiste en 1978, le Parti socialiste flamand (SP) a commencé une vaste opération de rajeunissement sous l'égide du nouveau président Karel Van Miert et d'une nouvelle génération de dirigeants. Cette opération ne mettait en rien en cause l'orientation politique du parti, comme en témoigne sa participation continue aux six gouvernements qui se succèdent entre 1977 et 1981, lesquels ont introduit les premières mesures d'austérité aujourd'hui systématisées.

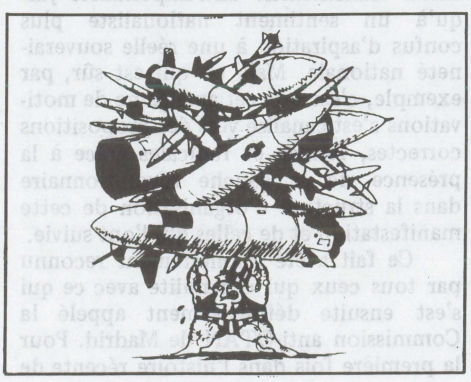
Lors de la « double décision » de l'OTAN, en décembre 1979, cette orientation de collaboration de classes sera maintenue. Tout en formulant des réticences sur les euromissiles, le Parti socialiste flamand accepta l'adhésion du gouvernement aux plans de l'OTAN. Au sein du bureau politique du SP, pourtant, un tiers des votants se prononça contre, ce qui signifiait une volonté d'ouvrir une crise gouvernementale sur cette question.

L'ambiguité des positions du SP, soutenant d'un côté les manifestations du VAKA et continuant de l'autre à cautionner les décisions gouvernementales, ne pouvait lever la méfiance profonde que la social-démocratie suscitait dans le mouvement de masse antimissiles naissant et parmi les cadres de ce mouvement qui avaient déjà antérieurement tourné le dos aux pratiques social-démocrates. Mais ce mouvement de radicalisation touchait justement des groupes sociaux que l'opération de « modernisation » du SP voulait attirer vers ce parti.

Après son énième défaite électorale, en novembre 1981, et son passage dans l'opposition, le SP reprenait progressivement à son compte les exigences du VAKA et mobilisait activement pour les manifestations d'octobre 1983 et de mars 1985.

Dès ce moment, le SP se distingue de tout autre courant réformiste, y compris du PS (socialistes wallons), dans ce sens qu'il ne s'oppose plus au déploiement au nom de la nécessité de « *donner d'abord encore une chance aux négociations pour éviter les missiles* ». Son refus de l'installation des Cruise est devenu inconditionnel. Tandis que le Parti socialiste wallon et le mouvement ouvrier chrétien ne mettent jamais en doute le bien-fondé de la « double décision » même, et laissent donc la porte ouverte pour accepter éventuellement le déploiement des euromissiles, le SP rompt avec cette « double décision » de l'OTAN et avec l'attitude politique qui était la sienne lorsqu'il était encore au gouvernement.

Ce changement n'aurait jamais été possible sans la pression formidable du mouvement de masse dirigé par le VAKA. Mais, inversement, le soutien du parti ouvrier dominant a aidé le VAKA à ne pas céder sur l'essentiel de ses revendications — « *Des missiles, en aucun cas* » — malgré toutes les pressions des forces de droite en ce sens. Mais ce retournement ne dissipe pas tous les doutes. En effet, tant que le SP est dans l'opposition, il peut radicaliser ses positions sans que cela ne lui en coûte beaucoup. Le test est donc intervenu plus tard lorsque, début 1985, le gouvernement s'est apprêté à accepter l'installation des missiles.



Après quelques hésitations, qui montrent qu'un intense débat interne a eu lieu, le SP s'est finalement prononcé pour le retrait inconditionnel des missiles déjà déployés, et ce sans l'accord de l'OTAN, s'il le fallait. Il s'est, de plus, engagé à ne jamais participer à un gouvernement qui n'aurait pas, dans son programme, cette revendication de retrait inconditionnel des euromissiles déjà déployés.

Cette évolution est de nouveau le produit de la fermeté avec laquelle le VAKA pose ses exigences politiques devant les partis. Elle correspond d'autre part à la volonté du SP de remonter la pente, de reconstruire son parti et de progresser électoralement. Le SP est contraint, par l'ampleur et la détermination du mouvement de masse, de coller au maximum à ces exigences. Or, ce mouvement de masse est loin d'être battu du fait d'un premier déploiement des missiles. Il prépare en effet une nouvelle mobilisation de masse pour le 20 octobre 1985, soit six semaines avant les prochaines élections du 8 décembre 1985. Il revendique le retrait pur et simple des 16 missiles Cruise déjà installés en Belgique, et veut peser sur la formation du nouveau gouvernement aprés les élections législatives de décembre 1985.

Ce contexte pose donc la barre très haut pour le SP. Et celui-ci l'a franchie. L'orientation actuelle du SP est, sur un point précis, en opposition directe et ouverte avec l'OTAN, les Etats-Unis et leur politique impérialiste. Si cette orientation politique est maintenue, toute coalition gouvernementale avec le CVP est exclue. Aucun parti bourgeois n'est prêt à avaler cela. Mais, dans la mesure où la coalition gouvernementale actuelle entre le CVP et les libéraux risque fort de perdre sa majorité au Parlement lors des prochaines élections, une impasse politique se dessine pour la bourgeoisie, qui ne pourra plus composer un gouvernement un tant soit peu stable.

Cependant, et malgré son évolution sur la question des missiles, le SP n'en a pas pour autant rompu avec le réformisme. Il n'exclut pas lui-même une nouvelle collaboration gouvernementale avec le CVP, il accepte l'OTAN et la dissuasion, il accepte le cadre de la coexistence pacifique et les arsenaux français et britanniques, et il soutient enfin une défense européenne.

Rien ne garantit donc que le SP ne capitulera pas, tôt ou tard, sur la question des missiles. Mais, dans ce cas, une crise profonde est certaine au sein de ce parti. La direction du SP semble en effet être déjà allée plus loin qu'elle ne le désirait.

Ce vaste mouvement populaire — 78 % des personnes sont opposées aux missiles, selon les sondages — composé d'une constellation politique particulière, l'espoir de voir la majorité perdre les élec-

tions du 8 décembre prochain, l'engagement du SP ainsi que des Verts pour le retrait des missiles, sont autant de facteurs qui font qu'il apparaît aux yeux des masses une possibilité réelle de remporter la victoire dans la bataille contre les euromissiles. Malgré le déploiement déjà réalisé, la prochaine manifestation sera à n'en pas douter massive, car il n'y a aucun signe de démobilisation.

LES PROBLEMES POLITIQUES CENTRAUX SONT POSÉS

Ainsi, la pression de cette mobilisation sur les partis politiques se poursuivra, posant les problèmes clés de la stratégie ouvrière en Belgique. D'une part, dans le mouvement ouvrier chrétien, le lien contre-nature avec le CVP est devenu un large sujet de débat. Le courant qui se bat pour la formation d'un parti indépendant de travailleurs chrétiens, en dehors du CVP, représente déjà un tiers du mouvement ouvrier chrétien. Quoique cette tendance soit aussi le produit d'un mécontentement face au soutien que les syndicats chrétiens ont apporté à la politique d'austérité brutale de l'actuel gouvernement, elle a été fortement influencée par la politique du CVP sur les missiles.

A deux reprises, un véritable choc s'est produit dans les rangs de l'ACW. Une trentaine de parlementaires du CVP qui appartiennent à son aile ouvrière ont manifesté avec l'ACW, le 23 octobre 1983. Mais, deux semaines plus tard, ils votaient en bloc avec le CVP et le gouvernement, frappant ainsi de dos les manifestants. Le 17 mars 1985, la direction de l'ACW refusait d'appeler à la manifestation d'urgence contre le déploiement des missiles, pour ne pas mettre en difficulté encore une fois le CVP et le gouvernement. La base de l'ACW se révoltait et manifestait quand même avec le VAKA, ouvertement et par dizaines de milliers de personnes. A travers ces expériences de lutte, la perspective d'un parti autonome des travailleurs chrétiens gagne de plus en plus de crédibilité.

D'autre part, la perspective politique du SP, qui n'a jamais proposé rien d'autre que de gouverner avec les partis de droite, est aussi sujet à débat. A partir de la question des missiles, beaucoup se demandent quelle peut bien être l'utilité de telles coalitions. La perspective d'un front politique des travailleurs socialistes et des travailleurs chrétiens, fondé sur l'unité des deux grands syndicats, apparaît de plus en plus comme la seule alternative possible.

Ainsi, les deux obstacles principaux au développement de la perspective d'un gouvernement des travailleurs se trouvent maintenant exposés clairement aux yeux des masses, à une échelle infiniment plus large qu'auparavant. Quelle que soit la façon dont le dossier des euromissiles sera clos, cette dynamique politique ne sera pas le moindre des résultats du mouvement de la paix. ■

Guy HENDRIX,
Bruxelles, 17 mai 1985.

ETAT ESPAGNOL

Le mouvement contre l'OTAN et les bases américaines

LA polémique sur l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN s'inscrit dans le cadre de la « double décision » de 1979 (implantation des missiles américains en 1984 en cas d'échec des négociations de Genève). Elle est également marquée par l'avertissement que constitua le coup d'Etat manqué de février 1981(1). Depuis cette date, la question de l'OTAN et celle non moins importante des bases américaines, étaient déjà dans l'air, rendant ainsi possible la traduction de l'inquiétude encore balbutiante qu'elles avaient fait naître, au travers de la première mobilisation dans ce pays contre les blocs, lors de la première marche contre la base aérienne de Torrejon de Ardoz, près de Madrid, en 1981.

C'est dans la combinaison entre l'occasion offerte de se mobiliser dans la rue sur ce thème et celle d'exprimer un sentiment anti-américain très enraciné, que résident les raisons pour lesquelles environ 15 000 personnes ont répondu à l'appel lancé par une structure alors quasi inconnue, la commission de la Première marche de Torrejon.

Les attentes de ceux qui ont participé à la mise sur pied de cette commission ont été dépassées et cet appel à manifester a obtenu un succès qui a placé les forces révolutionnaires au début d'une situation radicalement nouvelle. Pour la première fois était réussie une manifestation sur un thème de cette importance, à l'appel d'une structure soutenue par les seules forces de la gauche révolutionnaire et les secteurs indépendants de l'avant-garde, les organisations écologistes, etc.

Antonio FLOREZ

Un autre facteur qui contribua au succès de cette initiative réside dans le fait que les objectifs de la mobilisation étaient cohérents et mis en avant avec une certaine fermeté par ses initiateurs, qui disposaient du prestige d'appartenir à l'unique secteur qui n'avait pas pactisé avec la Réforme politique (2) ni cédé aux chantages qui l'avaient suivie. Abandonné depuis fort longtemps par les partis réformistes, c'est-à-dire par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et le Parti communiste espagnol (PCE) et par les organisations syndicales, tout ce champ d'action restait ouvert à ceux qui étaient les seuls à vouloir le remplir. On peut se demander si cette mobilisation n'a pas aussi été favorisée par l'attitude de beaucoup de désenchantés de la gauche qui n'étaient pas décidés à céder sur ce terrain. Les motivations de ce large courant d'anciens militants des partis de gauche, d'indépendants proches de ces formations ou de secteurs de gauche des organisations de masse, allaient depuis le soutien à une position franchement anti-impérialiste jusqu'à un sentiment nationaliste plus confus d'aspiration à une réelle souveraineté nationale. Mais ce qui est sûr, par exemple, c'est que cet amalgame de motivations s'est canalisé vers des propositions correctes, fermes et radicales grâce à la présence de la gauche révolutionnaire dans la structure d'organisation de cette manifestation et de celles qui l'ont suivie.

Ce fait a été implicitement reconnu par tous ceux qui ont milité avec ce qui s'est ensuite définitivement appelé la Commission anti-OTAN de Madrid. Pour la première fois dans l'histoire récente de l'Etat espagnol, la gauche révolutionnaire a réussi à se porter à la direction, à être l'élément de cohésion d'une large avant-garde passablement décontenancée par l'évolution de la situation politique qui s'opposait aux espoirs de changement d'une majorité de la population. Dans ce sens, la défense intransigeante d'un programme radical sur la question antimilitariste prenait de l'importance. Le lien fait entre la dénonciation de l'OTAN et celle des bases américaines a été critiqué par les partis réformistes et par les secteurs modérés des syndicats, comme par certaines organisations pacifistes qui ont alors commencé à se développer. La résistance à cette pression tendant à vouloir rabaisser le contenu revendicatif des mobilisations qui, dans un premier temps, s'était reflétée dans la bataille pour que le thème des bases militaires US ne soit pas lié à celui de l'OTAN, a été l'élément décisif pour qu'un nombre toujours plus important de gens comprenne que le courant des militants radicaux était le seul à pouvoir mener jusqu'au bout cette lutte.

Toutefois, cette mobilisation aurait très bien pu, comme tant d'autres, s'enfermer dans une impasse. Dans un passé encore récent, une forte pression populaire s'était exercée sur des revendications qui

1. Sur l'analyse du putsch militaire du 23 février 1981, se reporter à *Inprecor* numéros 97 du 16 mars 1981 et 107 du 5 août 1981.

2. L'expression « Réforme politique » définit l'évolution post-franquiste du régime espagnol négociée par le roi avec les partis réformistes. La « contre-réforme », qui s'exprima lors du coup d'Etat du 23 février 1981, était le résultat de la réaction d'un appareil franquiste toujours puissant au sein de ce qu'on appelle les « pouvoirs de fait », c'est-à-dire l'armée, l'Etat et l'Eglise.

n'avaient finalement pas abouti, et cette même pression avait fondu à la chaleur de la Réforme politique et du désenchantement qui l'avait suivie. Pourquoi donc l'intégration définitive de l'Etat espagnol dans l'OTAN, comme 16ème membre de cette alliance, achevée par le gouvernement de Calvo Sotelo en mai 1982, n'en a-t-elle pas terminé avec ces mobilisations ? Pourquoi un certain découragement ambiant ne s'est-il pas étendu aux mobilisations sur cette question ? Pourquoi la lutte sur des revendications radicales n'a-t-elle pas cédé le pas aux propositions « réalistes » des secteurs réformistes ? Il est impossible de donner une réponse unique à toutes ces interrogations. Une série de facteurs se sont combinés pour produire le maintien, l'affermissement et la croissance ultérieure de ce mouvement antiguerre en gestation. En premier lieu, le coup d'Etat de février 1981 a eu pour conséquence un blocage de la situation. D'un côté, les partis parlementaires avaient accepté le chantage de l'appareil d'Etat pour conclure une série de réformes importantes — l'administration autonome, la législation antiterroriste, les mesures économiques, etc. — tandis que, de l'autre, le sentiment d'impuissance d'une grande partie des courants d'avant-garde, et même d'autres secteurs du mouvement ouvrier et populaire devant le coup d'Etat et ses conséquences ultérieures, n'avaient pas d'autre issue pour s'exprimer que celle des mobilisations anti-OTAN. Beaucoup de gens ont alors aussi commencé à douter de la politique des pactes, au vu du sombre résultat qu'elle avait donné.

Un autre élément est à rechercher dans l'évolution croissante de la prise de conscience de l'importance du thème de l'OTAN et des bases militaires, du problème des blocs, de la dynamique de la course aux armements et du danger de guerre. Sur ce sujet, l'attitude du PSOE, alors dans l'opposition, était importante même si elle était clairement fondée sur une démarche électoraliste et opportuniste. L'énorme manifestation de novembre 1981 à Madrid, appelée par le PSOE, fut la réponse de ce parti, aspirant au pouvoir, à la manœuvre indéfendable d'un gouvernement en décrépitude qui parachevait l'intégration de l'Etat espagnol dans l'OTAN. Mais, en même temps, ce fut un facteur important pour attirer l'attention de beaucoup de gens et pour réveiller l'intérêt de larges secteurs de la population sur cette question, pour populariser enfin un débat dont la conclusion — la sortie de l'OTAN — finira par partager le sort des promesses électorales non tenues,tout comme celle de la création de 800 000 nouveaux postes de travail.

Mais il ne faut pas se tromper. Le PSOE n'a jamais fait qu'essayer de se raccrocher, le plus prudemment possible, au train de la mobilisation de masse que la gauche radicale avait déjà mise en marche. Les mobilisations sur cette question ont obligé le PSOE lui-même à prendre position, en adoptant le mot d'ordre fameux de « Non à l'entrée dans l'OTAN ». Dès le début, ce mot d'ordre était extrêmement impopulaire, du fait de son ambiguïté et de son caractère trompeur, d'une part parce que l'Etat espagnol était déjà depuis 1976 lié à certaines structures de l'OTAN et, d'autre part, parce qu'il faisait l'impasse sur la question des bases militaires US. Cette grande manifestation du PSOE a donc finalement été capitalisée par le secteur radical, dans la mesure même où le mot d'ordre qui y fut le plus massivement repris était celui-là même qui était le plus craint par le PSOE, celui du « Non à l'OTAN, dehors les bases ! » C'était la première fois que les réformistes faisaient l'expérience de l'énorme difficulté de remettre ce mouvement de masse sur les rails de propositions plus modérées et plus ambiguës.

C'est ainsi que s'explique le fait que, d'une part, les mobilisations antiguerre n'ont pas cessé et que, de l'autre, leur contenu revendicatif n'ait pas pu être révisé en baisse. Mais, comment expliquer la transcroissance de ce sentiment populaire contre l'OTAN et les bases militaires en un mouvement de masse disposant d'un ensemble d'objectifs importants et radicaux, s'organisant progressivement pour pousser dans les cordes un gouvernement élu par une majorité électorale inhabituelle ? Outre l'importance intrinsèque des revendications avancées par cette mobilisation, le travail d'agitation et d'explication entrepris a été la clé pour populariser ces luttes et les rendre massives. Mais il existe un saut qualitatif dans le degré de structuration d'un mouvement de masse lorsque des noyaux chaque fois plus importants de participants passent du statut de simple manifestants à celui d'organisateurs collectifs de ces mêmes manifestations. Ce processus est très lié à l'attitude, au style de travail de ceux qui ont initialement formé, puis alimenté politiquement et organisationnellement le mouvement de masse.

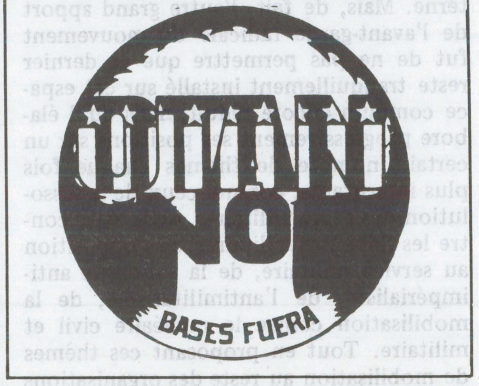
L'UNITÉ SANS DOGMATISME

L'importance de la contribution de la gauche révolutionnaire dans la formation de ce mouvement est indubitable et d'ailleurs reconnue aujourd'hui par le PCE. Or, les organisations de la gauche révolutionnaire ont souvent la réputation, et pas seulement dans l'Etat espagnol, d'être sectaires ou de tendre au sectarisme. Dans le cas de la mobilisation contre l'OTAN et les bases, ce sont la dynamique et le style du travail entrepris, et précisément par la gauche révolutionnaire, qui expliquent que des groupes de militants d'avant-garde indépendants, membres des organisations écologistes ou antinucléaires, et même jusqu'aux syndicats et au PCE, se sont intégrés, avec plus ou moins de réticence selon les endroits, dans ce mouvement.

Ce type d'intervention peut se définir par quatre éléments fondamentaux :

— Le processus unitaire. Depuis le début, la Commission anti-OTAN de Madrid, comme d'autres organismes similaires dans le reste de l'Etat espagnol, ont proposé la participation à l'action et à la discussion sur des bases scrupuleusement unitaires, sans aspirations dirigistes ou manipulatoires, suivant le principe et la règle d'or de parvenir à faire l'unité pour que cela serve à quelque chose dans l'action. Il n'a pas été recherché un processus unitaire fictif ou qui ne serve à rien, se limitant par exemple à regrouper tout le monde sans exception en rabaissant le contenu des revendications, mais un processus unitaire sur la base des propositions radicales et cohérentes qui avaient déjà fait leurs preuves pour regrouper et mobiliser les masses.

« Non à l'OTAN, dehors les bases ! » (DR)



— Une dynamique non dogmatique. Très peu de temps après que ces mobilisations aient démontré toute leur importance et que leur objet soit devenu d'intérêt général, des rencontres-débats au niveau de l'Etat ont eu lieu pour la définition d'un certain « programme », concrétisé dans une série de mots d'ordre pour la mobilisation. Lors de ces rencontres se dessinaient déjà un secteur modéré et un autre radical.

Toutefois, la méthode utilisée lors de ces discussions, qui consistait à mettre surtout l'accent sur les points d'accord généraux sans que les autres aspects du problème ne soient un obstacle à l'unité d'action ultérieure, c'est justement ce qui permit qu'un mouvement si ample et si hétérogène ne s'éteigne pas en se diluant dans la tendance qu'ont les diverses organisations participantes à agir pour leur propre compte. Ce qui a indubitablement pesé, c'est le fait qu'il existait un élément qui centralisait tout, le mot d'ordre « Non à l'OTAN, dehors les bases ! » . Le secteur modéré voulait séparer les deux thèmes, celui de l'OTAN et celui des bases militaires, afin d'éviter que ces dernières soient mises en question. Mais le soutien populaire que cette double formulation avait reçu, ainsi que l'intransigeance avec laquelle le secteur radical a défendu la relation entre les deux éléments de ce mot d'ordre, ont fait que cette revendication mobilisatrice a été maintenue et a représenté une barrière contre laquelle se sont brisées les tentatives réformistes de diluer le contenu des mobilisations.

C'est ainsi qu'a commencé à se profiler un style de débat interne au mouvement qui permettait à la fois d'œuvrer unitairement à la mobilisation autour de mots d'ordre majoritairement assumés et de continuer à discuter des différents thèmes proposés, comme par exemple celui des objectifs du mouvement, et sur lesquels il n'existait pas encore un consensus suffisant pour trancher.

— Un modèle de fonctionnement interne. Mais, de fait, l'autre grand apport de l'avant-garde radicale du mouvement fut de ne pas permettre que ce dernier reste tranquillement installé sur cet espace commun encore réduit, mais qu'il élabore progressivement ses positions sur un certain nombre de thèmes chaque fois plus importants, comme ceux de la dissolution des blocs militaires, de la lutte contre les dépenses militaires, de l'opposition au service militaire, de la solidarité anti-impérialiste, de l'antimilitarisme, de la mobilisation contre le nucléaire civil et militaire. Tout en proposant ces thèmes de mobilisation au reste des organisations parties prenantes du mouvement, ce courant radical agissait simultanément sur ces mêmes questions. On était parvenu à un système de fonctionnement qui permettait à ceux qui assumaient certains mots d'ordre d'en faire l'objet de mobilisations, sans que pour autant cela ne suppose une rupture avec d'autres secteurs du mouvement qui s'y refusaient encore.

Ce modèle de fonctionnement a permis au courant radical de véritablement parvenir à convaincre d'autres secteurs du besoin d'assumer ses positions. Si ce courant radical avait tenté de s'imposer aux autres dans le débat même, l'évolution la plus sûre c'est que la coordination de toutes ces organisations et secteurs du mouvement se serait brisée, avec tout ce que cela suppose comme discrédit et perte de confiance à son égard.

— Les progrès dans l'organisation du mouvement. Tout cela a été rendu possible dans la mesure où il n'existait pas alors une structure organisationnelle stable. De cette façon, les actions, les mobilisations que développait le courant radical n'étaient pas perçues par d'autres secteurs comme relevant d'une attitude agressive vis-à-vis d'eux, dans la mesure où il demeurait bien clair que ces actions étaient appelées par les uns et pas par les autres.

Il est évident qu'une fois que le programme du courant radical se fut imposé comme le plus utile, à la fois par sa cohérence et par la fermeté avec laquelle il s'était affirmé, et qu'il avait gagné un appui populaire massif, le moment était alors venu d'exercer quelques pressions sur les secteurs moins conséquents du mouvement ou directement sur les courants directement réformistes, pour les amener à assumer le contenu radical des propositions du mouvement. Ainsi, après que le courant radical ait réalisé un certain nombre de mobilisations de différents types, obtenant l'appui de larges fractions de la population, s'est alors posée la nécessité de structurer et d'organiser mieux les efforts de toutes les organisations pacifistes, antimilitaristes, etc. de l'Etat espagnol. Cela a débouché sur la formation, au niveau de l'Etat espagnol, d'une coordination des organisations pacifistes. La caractéristique essentielle de cette coordination était une coexistence non problématique de différentes tendances en son sein, et son premier but était d'organiser les mobilisations à l'échelle de l'Etat, leur faisant ainsi franchir un saut qualitatif. Le mouvement cessait de n'être que l'expression de protestations pour commencer à être l'expression coordonnée de la pression populaire autour de son programme radical.

Le changement promis par le PSOE ne s'est pas concrétisé. (DR)

LE GOUVERNEMENT DANS LES CORDES

C'est cette même pression populaire qui a obligé le candidat au poste de Premier ministre, Felipe Gonzalez, à proposer une plate-forme électorale pour les consultations législatives du 28 octobre 1982, qui contenait dans ses principaux points la promesse d'organiser un référendum sur la présence de l'Etat espagnol dans l'OTAN, au cas où le PSOE remporterait les élections. Il est difficile de savoir si cette proposition était le fruit d'une estimation erronée de la profondeur du sentiment de l'opinion publique sur cette question ou bien si les dirigeants du PSOE croyaient que, malgré tout, ils pourraient ensuite contenir la marée revendicative, avec tous les moyens dont ils disposaient au gouvernement. Toujours est-il que cette promesse fut faite. Felipe Gonzalez disait à l'époque que si le gouvernement de l'Union du centre démocratique (UCD) avait fait entrer l'Etat espagnol dans l'OTAN « *par la porte de derrière* », il était toujours possible d'en sortir de la même façon. Et c'est ce qui lui valut une bonne partie des plus de dix millions de voix qu'il allait obtenir aux élections d'octobre 1982.

Naturellement, l'ensemble du mouvement antiguerre s'est rapidement saisi de cette promesse et en fit le thème de la plus grande campagne d'interpellation qu'ait jamais connu un gouvernement dans la période récente. Les conditions pour cette campagne étaient idéales, parce que les forces du mouvement antiguerre se limitaient simplement à réclamer ce qui était contenu dans le programme électoral du PSOE. Dès le départ, la propagande du mouvement mit en garde publiquement sur la possibilité, au cas où le référendum aurait lieu, qu'il contienne une question piège destinée à permettre au pouvoir d'interpréter à sa convenance n'importe quel résultat. Ainsi, les campagnes centrales de 1983 et de 1984 tournèrent autour de l'exigence d'un « *référendum clair et immédiat* », étant donné que le gouvernement du PSOE se refusait à indiquer la date à laquelle il comptait le réaliser et quelle serait la question posée.

La mobilisation pour cet objectif permit deux progrès importants. D'une part, de réaliser, le 3 juin 1984 à Madrid, la première grande mobilisation à l'échelle de l'Etat espagnol, à l'appel de la Coordination d'Etat des organisations pacifistes, qui a rassemblé 500 000 personnes, rendant ainsi encore plus évidente la majorité populaire qui existait en faveur de l'organisation d'un référendum et pour la sortie de l'OTAN et le démantèlement des bases militaires. D'autre part, le succès de cette manifestation a accru le prestige et l'autorité politique de la coordination, représentative de l'ensemble du mouvement, face aux diverses tentatives de créer, à l'extérieur du mouvement, des « interlocuteurs » acquis au gouvernement.

Après cette première grande mobilisation à l'échelle de l'Etat, le premier ministre Felipe Gonzalez fit une déclaration dans laquelle il assurait que le référendum aurait bien lieu. Néanmoins, il manquait toujours la date, et tant qu'il en serait ainsi, cette promesse était aussi douteuse que celles faites avant les élections. Le seul résultat de ces mobilisations, et ce n'était pas peu de chose, fut la volonté du mouvement de s'opposer aux projets confusionnistes lancés par le gouvernement, parmi lesquels il y avait celui proposant la possibilité d'avancer les élections générales afin d'éviter ainsi le référendum.

Quelques mois plus tard, la tentative de récupération gouvernementale devint plus sérieuse. Dans un débat sur l'état de la nation, Felipe Gonzalez lança la proposition de maintenir l'Etat espagnol dans la structure civile de l'OTAN mais non dans sa structure de commandement militaire, ainsi qu'un appel au reste des forces parlementaires pour parvenir à un consensus sur ce thème. Le gouvernement du

PSOE voulait faire un coup double en élevant une muraille institutionnelle contre la volonté populaire tout en diluant sa propre responsabilité face à toute mesure qui signifierait un référendum escamoté ou manipulé.

Peu après, le mouvement antiguerre démontrait de nouveau ses capacités de mobilisation, en réunissant encore une fois des centaines de milliers de personnes dans différentes villes de l'Etat espagnol, le 2 décembre 1984. Ces actions, ajoutées à la réponse négative de plusieurs forces parlementaires à la proposition du président Felipe Gonzalez, amenaient ce dernier à admettre à nouveau la perspective d'organiser un référendum et à promettre d'en fixer rapidement la date. Après la dernière marche sur Torrejon, le 24 mars 1985, qui rassembla 100 000 personnes rien que de Madrid, des échéances concrètes étaient avancées pour les premiers mois de 1986. L'importance des mobilisations pour le référendum sur l'OTAN est évidente non seulement pour le mouvement antiguerre, le gouvernement et le régime, mais également, par ricochet, pour le reste des pays européens.

LE RÉFÉRENDUM, UN EXCELLENT CATALYSEUR

Quand le courant radical du mouvement antiguerre a lancé les mobilisations pour le référendum sur l'OTAN, il comptait sur deux éléments favorables : il s'agissait là d'un mot d'ordre démocratique élémentaire susceptible de regrouper de larges secteurs de la population et, d'autre part, il possédait l'avantage de concrétiser comme nul autre la lutte contre l'OTAN et les bases militaires étrangères.

Mais, dès le départ, le mouvement était conscient qu'il pourrait devenir dangereux de se concentrer seulement sur cet objectif, car il restait toujours deux solutions au gouvernement : soit laisser passer sa législature sans organiser de référendum, soit avancer les élections législatives, ce qui l'annulait également. Dans les deux cas, si l'ensemble du mouvement antiguerre se centrait exclusivement sur cette question, cela pouvait certes causer une perte de crédibilité et de suffrages du PSOE et des autres partis, mais sans pour autant constituer un frein au moment où le gouvernement serait amené à satisfaire aux exigences de Reagan sur la restructuration du système de l'OTAN. Un mouvement qui aurait été battu sur l'unique objectif qu'il se serait fixé aurait été voué à disparaître ou à ne plus représenter de danger pour le pouvoir. De cette façon disparaîtrait le principal facteur d'instabilité pour ce gouvernement, qui serait alors sans aucun doute dans de meilleures conditions pour reprendre des forces.

C'est pour cela que, parallèlement à la campagne pour le référendum, il a été nécessaire d'insister sur l'approfondissement et l'extension des autres objectifs du mouvement antiguerre, parmi lesquels le plus important est celui de la neutralité active. Il représente la réponse en positif à l'argument selon lequel le mouvement n'apporte pas d'alternative aux blocs militaires et au modèle de défense proposé par le gouvernement du PSOE. Mais, de plus, cette mobilisation a permis que se développe une conscience antimilitariste qui est approfondie par la confrontation avec une armée héritière de la période franquiste utilisée presqu'exclusivement à surveiller et à réprimer la population, et dont un secteur a fait une tentative de coup d'Etat en 1981.

De même, la question des dépenses militaires a permis d'entraîner dans la lutte contre la course aux armements les syndicats et les associations de quartier, à la faveur de l'indignation provoquée par la situation économique qui se détériore progressivement. Enfin, la prise de conscience sur le problème de l'oppression sexiste, qui s'est exprimée lors des mobilisations en faveur du droit sans restrictions à l'avortement, a permis d'introduire dans le mouvement féministe la problématique de la lutte contre l'embrigadement militaire de la femme, lié notamment au projet de service militaire pour les deux sexes. En définitive, il s'agit de faire progresser l'idée selon laquelle la lutte pour la paix doit être comprise comme la perspective d'absence d'oppression et de répression et de tout type d'exploitation. Elle comprend donc, de fait, la solidarité avec les peuples opprimés par l'impérialisme et qui luttent précisément pour ce type de paix.

Ce n'est que dans ces conditions que le mouvement pacifiste dans l'Etat espagnol pourrait affronter l'épreuve du référendum sans crainte quant aux conséquences possibles d'un échec, car il aura alors d'autres revendications à avancer lui permettant de poursuivre ses progrès, indépendamment de l'organisation du référendum et même de son résultat.

Il ne faudrait toutefois pas tirer de ce qui précède la conclusion que le gouvernement va pouvoir manœuvrer facilement sur la question du référendum, et qu'il se sortira aisément de cette épreuve, même au prix d'une perte de crédibilité. Il faut au contraire partir du fait qu'actuellement toutes les issues offertes au gouvernement sont négatives, mise à part la perspective improbable qu'il puisse modifier l'opinion publique, organiser le référendum et le remporter facilement. L'élément le plus important, c'est que tant que la mobilisation se poursuivra de la sorte, le gouvernement se trouvera confronté au fait que près de 60 % de l'opinion publique est opposée à l'OTAN et aux bases militaires étrangères. Son problème fondamental, c'est que la possibilité de mettre en jeu tous les moyens à sa disposition pour faire changer cette opinion se heurte au fait que l'ensemble de la population est très informée sur cette question et peu disposée à se laisser influencer par ses manœuvres.

S'il est vrai que, jusqu'à présent, le gouvernement n'a fait que de petites tentatives en ce sens, les tests effectués ne sont cependant pas très probants pour Felipe Gonzalez. Les explications proposées au début de l'année 1985 par diverses personnalités politiques et militaires — depuis le roi jusqu'au chef de l'état-major, en passant par le ministre de la Défense lui-même, soutenus par la presse — pour défendre l'impossibilité de sortir de l'OTAN, n'ont réussi, comme réponse immédiate, à n'obtenir que le doublement de la participation à la dernière marche sur Torrejon, qui a réuni plus de 100 000 personnes. A tel point que la presse elle-même et les médias, en général proches de la position atlantiste, ont dû admettre l'énorme importance de cette mobilisation. Peu après, la visite de Ronald Reagan, le 5 mai 1985, a aussi été l'occasion de mobilisations qui ont atteint le chiffre sans précédent de plus d'un million de personnes dans tout l'Etat espagnol, qui protestaient non seulement contre le visiteur impérialiste, mais affirmaient aussi leur volonté de voir l'Etat espagnol quitter l'OTAN. Il reste sans doute encore une possibilité pour que les élections générales soient avancées, évitant ainsi l'organisation du référendum sur l'OTAN. Il s'agirait pour le gouvernement de transférer un problème de la dimension du référendum sur l'OTAN à celui des élections législatives. Néanmoins, le manque d'alternative crédible aux autres problèmes — chômage, sécurité sociale, avortement, enseignement, reconversion industrielle, libertés — qui seraient ainsi introduits par les élections anticipées, rend cette possibilité plus impraticable encore. ■

Antonio FLOREZ,
Madrid, 26 mai 1985.

Manifestation contre l'OTAN à Madrid. (DR)

La campagne pour le désarmement nucléaire à la croisée des chemins

LA réélection du gouvernement Thatcher aux élections législatives de juin 1983, suivie par l'arrivée des premiers missiles Cruise à la base aérienne américaine de Greenham Common à la fin de cette même année, marqua le début d'un nouveau débat au sein du mouvement de la paix britannique. Malgré l'évidence du contraire, la direction de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND), dominée par les partisans de Neil Kinnock, dirigeant du Parti travailliste, ainsi que par le courant eurocommuniste du PC britannique, est convaincue que le mouvement contre les missiles est en déclin. Manquant de confiance dans la capacité du mouvement de mobiliser pour gagner sur ses revendications, les dirigeants du mouvement de la paix veulent réorienter la campagne dans le sens d'un abandon de la politique de mobilisations de masse pour le désarmement, qui serait remplacé par une démarche de pressions sur les partis politiques et d'organisation de débats. Une telle orientation aurait pour effet de désamorcer le potentiel du mouvement de masse qui s'est développé contre les missiles pour le rendre inoffensif pour l'ordre établi. Mais, pour l'instant, la tâche des dirigeants qui préconisent cette orientation n'a pas été facile. Pour comprendre pourquoi, il faut regarder de près le développement du mouvement de la paix en Grande-Bretagne, au cours de ces dernières années, ce qui nous permet aussi de lui tracer des perspectives pour l'avenir.

Annie BRADY

La vague de mobilisations contre les missiles qui a touché l'Europe de l'Ouest à la fin des années 1970 a servi a réveiller la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND) d'un sommeil qui avait duré une quinzaine d'années. Des centaines de milliers de nouveaux militants de la paix sont descendus dans les rues de Grande-Bretagne pour protester contre le projet américain visant à les obliger à participer à un théâtre européen de guerre nucléaire « limitée ».

Cette radicalisation a rapidement trouvé un reflet au sein du Parti travailliste. Les militants du mouvement de la paix considéraient ce parti comme la seule force politique capable de former un gouvernement qui serait prêt à interdire les armes nucléaires. En plus, l'évolution à gauche de plus en plus marquée de ce parti les encourageait à s'orienter vers lui.

La revendication de l'interdiction des armes nucléaires en Grande-Bretagne rencontrait également un écho important parmi les syndicalistes de la base. En 1981, grâce aux voix bloquées d'une majorité des syndicats affiliés au parti, le congrès annuel du Parti travailliste décida d'inscrire l'abandon unilatéral des armes nucléaires dans sa plate-forme pour les prochaines élections législatives, qui eurent lieu en juin 1983. Cette ligne fut ensuite confirmée à chaque congrès, jusqu'à aujourd'hui. De nombreux militants s'attendaient donc à ce que le parti aborde les élections de juin 1983 en menant une campagne agressive en faveur du désarmement unilatéral. Ils croyaient d'ailleurs qu'il serait porté au pouvoir sur la crête d'une vague anti-conservateurs suscitée par 4 ans de politique militariste de Thatcher.

Une telle attente s'est révélée naïve. Au cours même de la campagne électorale, plusieurs dirigeants de la droite du Parti travailliste lancèrent des attaques publiques contre la politique unilatéraliste du parti, alors que les conservateurs menaient tambour battant une campagne contre la menace des hordes soviétiques qui allaient débarquer sur les côtes britanniques. Le Parti travailliste fut largement battu.

Le désarroi interne du parti fit douter l'électorat sur le fait qu'il existait vraiment une alternative à la ligne dure des conservateurs ou, ce qui était peut-être plus important, que le Parti travailliste était capable de mettre en œuvre une telle alternative. Mais ce n'est pas pour autant que le gouvernement Thatcher avait un soutien majoritaire dans le pays. Si Margaret Thatcher est revenue au pouvoir avec une majorité massive en sièges mais seulement avec 43 % des votes, cela est dû au système électoral britannique dans lequel il n'y a qu'un seul tour et où le candidat qui a le plus de voix est élu.

LES CONSÉQUENCES DE LA DÉFAITE DES TRAVAILLISTES

Cette défaite donna lieu à un débat très important au sein du mouvement de la paix aussi bien que dans le Parti travailliste lui-même. La direction du mouvement de la paix avait une analyse quelque peu simpliste. Elle expliquait — et cette explication fut largement acceptée — que les travaillistes avaient perdu parce que la politique unilatéraliste était profondément impopulaire parmi les électeurs. Il fallait donc, selon elle, réorienter la campagne, de manière à tenir compte de la peur de l'opinion publique britannique d'être « *laissée sans défense* ».

Ces dirigeants ont d'abord essayé d'opposer une politique du « gel » des armements aux propositions favorables à la mobilisation des masses. Cette orientation fut rejetée par les délégués au congrès annuel de la CND à la fin de 1983. Ayant tiré les leçons de cette défaite, les dirigeants de la CND ont suivi, au cours de l'année 1984, une politique à deux vitesses : essayer de gagner la bataille idéologique contre la ligne unilatéraliste tout en minimisant dans la pratique l'importance des actions de masse.

D'abord, ils ont lancé une offensive de grande envergure contre les « fondamentalistes », c'est-à-dire la gauche de la CND, en s'appuyant notamment sur Edward Thompson, principal théoricien du mouvement de la paix britannique, qui explique pour sa part que le mouvement doit reprendre à son compte le concept de « défense », parce qu'il « *nous fait penser à de bonnes choses, telles que nos "libertés", nos "traditions" et notre "mode de vie"* ». Maintenant, ces dirigeants avancent prudemment l'idée que le mouvement de la paix doit adopter une politique en faveur de la défense non nucléaire, afin de pouvoir convaincre l'opinion publique que l'abandon des armes nucléaires ne laisserait pas le pays sans défense face à ses soi-disant ennemis.

Lors du dernier congrès annuel de la CND, en novembre 1984, une résolution fut adoptée qui, tout en disant que la CND ne prendrait pas de position par rapport à des politiques spécifiques de défense non nucléaire, se prononçait en faveur d'une « *politique de sécurité nationale* ». Une telle politique serait basée sur la « *sécurité réciproque Est-Ouest* » et n'exclurait pas des « *initiatives indépendantes* » vers un désarmement nucléaire de la part de la Grande-Bretagne.

Cette argumentation avait été exprimée encore plus clairement dans un texte soumis au conseil national de la CND réuni à l'automne 1984, dans lequel on pouvait lire : « *Notre objectif premier est de convaincre la majorité de l'opinion publique, avant les prochaines élections législatives, de la nécessité du désarmement nucléaire total de la Grande-Bretagne* et de l'adoption d'une politique de défense crédible qui ne serait pas basée sur l'armement nucléaire. » (C'est nous qui soulignons. A.B.) Le même texte donnait les premières indications sur la manière de mener cette politique à deux vitesses. Re-

connaissant le caractère large de la CND et l'existence de différentes sensibilités en son sein, il propose que le rôle de la direction de la CND au niveau national soit de décider quelles sont les campagnes centrales du mouvement et de déterminer lesquelles méritent un soutien « *là où c'est justifié* ». Cela signifie en particulier d'éviter des confrontations avec la base et traduit une modification graduelle de la nature de la CND et de son activité.

L'idée selon laquelle il faut adopter une plate-forme de défense non nucléaire est plus répandue au niveau de la direction qu'à la base. L'année 1984 a vu circuler, en secret et à destination de personnes « sélectionnées », des textes écrits par des dirigeants de la CND insistant sur la nécessité d'adopter une nouvelle orientation, celle de la création d'une coalition antinucléaire, dans la perspective des prochaines élections législatives. Jusqu'ici, la seule proposition de ce type avancée publiquement est celle qui fut faite au congrès annuel du CND de 1984 et qui concerne l'élaboration d'une Charte de défense nationale. Cette résolution ne fut pas retenue sur l'ordre du jour finalement adopté. De telles propositions sont basées sur les conceptions eurocommunistes de « front populaire », reformulées pour les années 1980 sous l'appellation d'« alliance anti-conservateurs ».

Ce n'est bien sûr pas par hasard que la direction du mouvement de la paix britannique a lancé ce débat. Toute cette discussion a été en grande partie suscitée par la publication, l'année dernière, de la nouvelle politique de défense du Parti travailliste intitulée « La défense et la sécurité de la Grande-Bretagne ». Ce texte préconise que les travaillistes abandonnent toutes les armes nucléaires — quelques phrases ambiguës et adroites laissent cependant une porte de sortie pour un futur gouvernement travailliste —, mais qu'ils vont « *fermement soutenir l'appartenance maintenue de la Grande-Bretagne à l'OTAN* ». Selon ce texte, les travaillistes devraient défendre la Grande-Bretagne par des moyens non nucléaires — en renforçant la marine de guerre et en augmentant les forces britanniques sur le front centro-européen, c'est-à-dire en RFA — et défendre de l'intérieur de l'OTAN l'idée que cette alliance abandonne ses armes nucléaires. Cette dernière idée est particulièrement absurde. En effet, si jamais les travaillistes viennent au pouvoir sur une telle plate-forme, ils se trouveront devant un choix simple : soit l'appartenance à l'OTAN, soit un désarmement unilatéral de la Grande-Bretagne. Depuis que la ligne de « défense nationale non nucléaire » a été adoptée au congrès du Parti travailliste de 1984, beaucoup de membres du parti ont eu le temps de réfléchir, et de plus en plus d'indices montrent que la difficile question de l'appartenance du pays à l'OTAN est posée par un nombre toujours plus important de personnes.

Le débat sur l'OTAN a été récemment relancé par un texte de discussion présenté au comité exécutif national du Parti travailliste par les députés Tony Benn et Eric Heffer. Ce texte défend la nécessité d'une discussion dans les rangs du mouvement ouvrier sur la question du retrait de la Grande-Bretagne de l'Alliance atlantique. Or, leur défense de l'appartenance à l'OTAN est l'un des critères sur lesquels la bourgeoisie juge si les travaillistes sont suffisamment « sûrs » pour gouverner une Grande-Bretagne de plus en plus turbulente. Pour l'instant, peu de syndicats sont favorables au retrait de l'OTAN et cette orientation ne risque pas d'être adoptée par un congrès du parti.

La discussion sur la défense non nucléaire a suscité un débat au sein du mouvement de la paix parallèle au débat sur l'OTAN. Traditionnellement, au mois de décembre, les femmes du camp de la paix de Greenham Common appellent à une action de masse pour commémorer l'anniversaire de l'annonce par l'OTAN de l'installation de missiles Cruise en Grande-Bretagne. Or, en décembre 1984, la direction de la CND a appelé à une manifestation, au même moment, devant les ambassades des pays membres du Pacte de Varsovie. Cette initiative n'entraîna qu'une poignée de manifestants devant l'ambassade d'URSS et Bruce Kent, secrétaire national de la CND, fut obligé d'admettre son échec. De plus, peu auparavant, en novembre, une résolution appelant à une campagne contre la bombe soviétique fut écartée par les délégués de l'ordre du jour du congrès de la CND. Il y a peu de chances que la direction de la CND réussisse à faire abandonner de cette manière l'engagement de la CND pour le retrait de la Grande-Bretagne de l'OTAN.

Ces nouveaux débats au sein du mouvement de la paix britannique rendent essentielle une intensification du travail d'éducation et de propagande sur la question de l'OTAN. Pourtant, les débats qui ont lieu dans certains secteurs du mouvement de la paix sur la nécessité de centrer la campagne sur cette question sont irréalistes, du moment qu'il n'y a aucune possibilité d'organiser des manifestations de masse contre l'OTAN. Présenter la question de l'appartenance à l'Alliance atlantique comme centrale pour le mouvement de la paix en Grande-Bretagne aujourd'hui, ce serait en réalité jouer le jeu de la direction de la CND.

La question principale demeure celle de l'opposition entre des mobilisations de masse d'un côté et des démarches de pression de l'autre. Une interview publiée dans le numéro de février 1985 de la revue du PC *Marxism Today*, signé par Joan Ruddock, présidente de la CND, sous le titre de mauvais augure « L'ère nouvelle de la CND », est significative. Elle y explique la nécessité pour le mouvement de la paix de devenir respectable. Il faut, selon elle, mettre l'accent non plus sur les missiles Cruise mais sur le nouveau système de force de frappe britannique Trident, contre lequel beaucoup de gens voient une possibilité de construire un front très large comprenant des forces bourgeoises. Ce serait, a-t-elle expliqué, « *un autre type de campagne, qui impliquerait une activité intense en direction des députés, des rapports soutenus avec des députés qui sont sur le fond très hostiles à la CND. Mais la transition n'est pas facile à faire pour une campagne de masse qui a jusqu'ici été largement centrée sur les missiles Cruise et sur l'action directe* ».

De telles déclarations publiques constituent un signe que la direction du mouvement de la paix manque de confiance dans la capacité des militants du mouvement à se mobiliser. C'est pourtant une position qui est particulièrement difficile à défendre à l'heure actuelle. La CND continue à croître rapidement. Le nombre de délégués à la conférence de novembre 1984 était de 13 % supérieur à celui de l'année précédente. Au début de 1985, 110 000 cartes avaient été distribuées au niveau national. En y ajoutant le nombre d'adhérents des groupes locaux, on arrive à un chiffre global d'environ 400 000 membres.

Le mouvement de la paix est donc le plus grand mouvement social qu'a connu la Grande-Bretagne depuis plus de 50 ans. Les militants de la paix ont été largement inspirés par l'exemple des femmes de Greenham Common et, aujourd'hui, chaque militante s'en réclame. Ces femmes, d'une combativité et d'un dévouement exceptionnels, ont montré de façon concrète que le mouvement de la paix existe pour constituer un défi au statu quo et qu'il est effectivement possible d'organiser un tel défi. Les sondages donnent toujours une majorité absolue opposée à la présence des missiles Cruise sur le territoire britannique.

Bien sûr, l'arrivée en Grande-Bretagne de la première vague de missiles Cruise a semé une certaine confusion dans les rangs du mouvement de la paix. Beaucoup de courants — notamment des féministes radicales et des partisans de la résistance passive — croyaient que c'était tout à fait possible que le mouvement de la paix à lui tout seul puisse empêcher leur installation. Ils n'ont pas compris l'importance d'une alliance avec le mouvement ouvrier organisé et la nécessité d'une solution politique.

LE DÉBAT SUR LES PERSPECTIVES

Aujourd'hui, il faut relancer le débat sur ces questions. Surtout après l'expérience de la grève historique des mineurs, qui a duré un an, il est possible d'expliquer que les institutions de l'Etat ne sont pas neutres. En effet, pour la première fois depuis de longues années, le rôle répressif des appareils civils et militaires de cet Etat a été vécu directement et à grande échelle en Grande-Bretagne même. Cette expérience est à relier à celle d'importants secteurs du mouvement de la paix, qui ont déjà fait connaissance des mêmes « forces de l'ordre ». C'est pour cette raison que les femmes de Greenham Common furent parmi les premières à se montrer solidaires des mineurs.

Ceux qui défendent l'idée que le mouvement de la paix en Europe de l'Ouest serait entré dans une période de déclin ne comprennent pas la dynamique de ce mouvement. A la fin des années 1950, la CND fut créée pour mener campagne contre la bombe atomique. A cette

Manifestation de la CND britannique. (DR)

époque, elle organisait les marches célèbres contre la base nucléaire d'Aldermaston, chaque année à Pâques. Ce mouvement entra dans une phase de déclin au milieu des années 1960 et fut moribond jusqu'à la fin des années 1970, dans un contexte où la menace des armes nucléaires semblait lointaine et où la détente était à l'ordre du jour. Ce sont les nouvelles stratégies de guerre de l'OTAN elle-même qui constituent le moteur principal du mouvement actuel. Le développement d'une nouvelle génération plus sophistiquée d'armes nucléaires, lié à l'idée américaine qu'il sera possible de mener une « petite » guerre nucléaire dans le centre de l'Europe, va continuer à susciter de nouvelles vagues de combattants pour le désarmement.

Les nouvelles orientations de l'OTAN ne vont pas disparaître, le mouvement contre les missiles non plus. Les débats sur les perspectives du mouvement de la paix britannique se retrouvent dans d'autres pays d'Europe occidentale. Seules les circonstances varient. En Espagne, Felipe Gonzalez, le président du gouvernement, est en train de réorienter le PSOE sur une ligne plus « molle » envers l'OTAN. Aux Pays-Bas, les démocrates-chrétiens sont en train de mettre de l'eau dans leur vin et faiblissent dans leur engagement à ne pas accepter les missiles Cruise dans leur pays. Dans chaque cas, le mouvement de la paix est confronté à la question fondamentale suivante : faut-il continuer les mobilisations de masse ou chercher une autre perspective ?

Le rôle des marxistes révolutionnaires au sein du mouvement doit être de n'adopter ni une attitude sectaire par rapport aux développements partiels au sein de la campagne contre les missiles, ni d'exiger que cette dernière adopte une stratégie pleinement socialiste. Ils doivent se battre aux côtés des centaines de milliers de militants d'Europe de l'Ouest qui sont aussi résolus que jamais à bouleverser le statu quo nucléaire. ■

Annie BRADY,
Londres, 21 mai 1985.

NICARAGUA

La politique US en Amérique Centrale

L'impérialisme américain prépare le renversement du régime sandiniste

LES incidents se multiplient aux frontières du Nicaragua, au nord du pays avec le Honduras et au sud avec le Costa Rica, où se réfugient les mercenaires de la contra, qui bénéficient d'une impunité totale pour effectuer des raids et des sabotages meurtriers au Nicaragua. La menace qu'ils font peser sur la révolution sandiniste oblige le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) à riposter, malgré le risque d'une utilisation de ces accrochages dans le cadre d'une provocation impérialiste. Un porte-parole costaricain a en effet déclaré que son gouvernement étudiait la possibilité d'appliquer le Traité de défense mutuelle de Rio de Janeiro (1) au cas où les appels lancés à l'Organisation des Etats américains (OEA) et au groupe de la Contadora (Mexique, Panama, Venezuela, Colombie) n'aboutiraient pas.

Au même moment, la réunion du groupe de la Contadora, qui s'est tenue en mai, a représenté un premier succès diplomatique pour l'impérialisme. Le Nicaragua a dû accepter que l'Accord initial qu'il avait approuvé en septembre 1984 soit remis en cause, ce qui était l'objectif de l'administration Reagan. Le but est en effet de contraindre le Nicaragua à passer sous les fourches caudines du plan Reagan.

Sur le plan économique, les conséquences de l'embargo américain se font déjà sentir, et l'aide consentie par les pays de la Communauté économique européenne (CEE), par les gouvernements sociaux-démocrates et par certains pays d'Amérique latine décroît.

Dans toute la région centro-américaine, l'impérialisme accentue sa pression militaire et réorganise ses forces dans un contexte qui devient toujours plus difficile pour la lutte révolutionnaire.

Jeannette HABEL

C'est le 9 janvier 1983 que les ministres des Affaires étrangères du Mexique, du Venezuela, de la Colombie et du Panama ont décidé, avec l'appui de leurs gouvernements respectifs, d'offrir leur médiation pour le rétablissement de la paix en Amérique centrale. Représentant de gouvernements géographiquement proches de l'isthme centro-américain et de la Caraïbe, ce groupe de quatre pays avait des intérêts divers dans cette démarche. Un intérêt politique tout d'abord, celui d'empêcher une intervention militaire impérialiste directe qui aurait représenté un danger majeur pour les bourgeoisies latino-américaines dans un contexte de crise économique et sociale, particulièrement pour le Mexique pris en sandwich entre ses frontières nord et sud. Un intérêt économique aussi, car la région centro-américaine représente un marché et des débouchés potentiels importants pour les industries de ces pays.

Cette initiative a coïncidé avec les tentatives de la CEE de développer ses échanges économiques avec l'Amérique latine. Pour cette région, les pays de la CEE représentent le second marché et la seconde source d'investissements après les Etats-Unis : en 1979, 24 % des exportations d'Amérique centrale étaient destinées à la CEE (l'Europe des Neuf, à cette époque). En 1982, l'aide de la CEE a représenté 50 % de l'aide totale à l'Amérique latine. Cette part est ensuite redescendue à 31 % en 1983 (2). Cette convergence d'intérêts allait être renforcée par l'arrivée au gouvernement de plusieurs partis sociaux-démocrates européens, alors même que l'Internationale socialiste (IS) avait tenté de prendre pied sur le continent depuis les années 1970, en profitant des limites des tentatives de libéralisation impulsées dans ces pays par les USA (3). La réunion, en septembre 1984, des ministres des Affaires étrangères des pays de la CEE, de l'Espagne et du Portugal, et des dirigeants des pays d'Amérique centrale et du groupe de la Contadora, confirmait l'appui explicite des gouvernements européens présents à l'Accord de paix de Contadora (4). Mais l'aide économique accordée à cette région par la CEE reste très modeste comparée à celle des USA : l'ampleur des problèmes économiques des pays d'Amérique centrale, les conséquences de l'importance de leur dette extérieure ont relativisé encore plus les effets de cette aide de la CEE et accru la dépendance de ces pays envers les Etats-Unis.

Néanmoins, le Parlement européen s'est employé à soutenir les efforts de la Contadora, et la Cour internationale de

1. Le Traité de Rio a été adopté en 1947 et réunit tous les Etats américains, sauf le Canada, dans le cadre d'un accord d'assistance réciproque en cas d'agression visant l'un des Etats membres.

2. *Amérique latine*, revue du CETRAL, octobre-décembre 1984.

3. Certains pays de la CEE maintiennent toujours des liens étroits avec leurs colonies ou ex-colonies dans la Caraïbe. C'est le cas pour l'Angleterre, la Hollande et la France, sans oublier les liens « historiques » de l'Etat espagnol dans cette zone.

4. Il s'agit du texte approuvé par le Nicaragua tel qu'il avait été révisé.

justice de La Haye a condamné le minage des ports nicaraguayens. L'Internationale socialiste, qui a fait de même, prétend d'autant plus jouer un rôle de médiation et de modération qu'elle est directement liée à des partis qui défendent différentes positions dans le conflit et qu'elle n'entend pas mettre tous ses œufs dans le même panier (5). Elle est cependant limitée dans cette recherche d'une voie médiane par le poids déterminant de l'impérialisme américain dans la région, qui oppose son veto à toute proposition qui ne lui apparaît pas conforme à ses intérêts. C'est la démonstration que vient de faire l'administration Reagan.

C'est l'approbation par le Nicaragua de l'Accord de paix, le 21 septembre 1984, qui a précipité la remise en cause globale de cet Accord par le gouvernement Reagan, désormais gêné dans ses manœuvres diplomatiques par la signature des sandinistes. Le gouvernement américain a alors riposté immédiatement, en réunissant le 20 octobre 1984 les dirigeants du Honduras, du Guatemala et du Costa Rica, pour rédiger des « amendements » à ce texte. Il s'agissait en réalité de présenter un projet contradictoire et de saboter l'Accord signé par le FSLN. Déjà repoussée de trois mois, la dernière réunion du groupe de la Contadora, en mai 1985, a entériné ces efforts. Les pays participants se sont prononcés pour une nouvelle rédaction, comme le souhaitaient les USA, et le renvoi à une date indéterminée de la possibilité d'un accord sur des bases acceptables par les sandinistes.

LA CONTADORA, UN SUCCES DIPLOMATIQUE DE L'IMPÉRIALISME

En fait, l'histoire de la Contadora est marquée par les atermoiements et les pressions directs et indirects des USA qui, tout en lui donnant un appui officiel purement formel, ont cherché à discréditer le processus engagé. L'alternative impérialiste est le plan Reagan. Ce plan est un ultimatum destiné à obtenir une reddition du FSLN en exigeant — sous prétexte de réconciliation nationale — la dissolution de l'Assemblée élue en novembre 1984, de nouvelles élections avec la participation de la contra, une amnistie générale et un cessez-le-feu. Cela pourrait déboucher sur le scénario suivant : le FSLN dialoguerait avec la contra, qui serait ainsi reconnue comme force belligérante ; le dialogue échouerait, car les exigences de la contra équivaudraient à une capitulation des sandinistes ; toutefois, la contra serait ainsi légitimée et pourrait donc former un gouvernement provisoire qui en appellerait à l'aide de l'impérialisme pour sauver la « démocratie ». Cette manœuvre a été approuvée par plusieurs présidents latino-américains et elle est au centre des pressions exercées par l'impérialisme sur la Contadora.

L'Accord signé par les Nicaraguayens en septembre 1984 avait déjà fait l'objet de nombreux amendements et rectifications : un protocole additionnel avait été rédigé concernant les mécanismes de vérification et de contrôle de l'application de ce texte. Mais l'essentiel du document initial n'est pas là. Il s'agit d'un texte d'ensemble pour l'Amérique centrale incluant les aspects économiques, sociaux et politiques, qui jette les bases d'une intégration centro-américaine, en proposant la réactivation du Marché commun centro-américain (MCCA) et préparant une réorganisation institutionnelle des différents Etats de la région.

Ce document affirme le droit à l'autodétermination des peuples d'Amérique centrale contre toute discrimination et tout embargo économiques, il se prononce contre toute intervention étrangère et contre tout usage de la force. Il définit par ailleurs des bases d'accord sur les problèmes militaires de sécurité en s'opposant à la réalisation de manœuvres militaires internationales, à la présence de bases ou d'écoles militaires étrangères, et réclame l'élimination de celles qui existent déjà. Il préconise aussi un recensement des conseillers militaires étrangers et le retrait de ceux dont les fonctions sont essentiellement opérationnelles, en interdisant tout appui à des forces irrégulières qui luttent pour le renversement de gouvernements en place, en proposant le contrôle des frontières, le désarmement des forces irrégulières et le démantèlement de toutes les installations militaires utilisées contre des gouvernements voisins. L'Accord de la Contadora rejette tout appui financier à des actions de sabotage ou de terrorisme et précise les mécanismes de contrôle des accords en matière de sécurité, qui permettent de vérifier le démantèlement des installations militaires étrangères, le retrait des conseillers militaires, et d'établir une classification détaillée des armes, des équipements, des moyens de transport et des installations militaires des forces armées (police, marine, aviation, infanterie, forces paramilitaires, etc.)

Ce texte réaffirme également la nécessité de « *systèmes démocratiques pluralistes* », où tous les courants politiques puissent participer à des élections « *honnêtes et régulières* ». Il préconise enfin la « *réconciliation nationale* », là où de « *profondes divisions* » se sont produites, l'instauration d'un dialogue avec « *les groupes d'opposition* » et une amnistie véritable.

Cette dernière partie ressemble formellement aux propositions de Ronald Reagan mais, substantiellement, elle est tout à fait différente, car ce processus de dialogue et de réconciliation est envisagé dans le cadre de ce qui fonde l'essentiel du texte, à savoir le retrait des bases et des conseillers militaires, c'est-à-dire américains pour l'essentiel, et la cessation de toute intervention extérieure. C'est ce que le commandant sandiniste Bayardo Arce appelle l'« *esprit bolivarien* » du texte, qu'il juge conforme au « *projet de la révolution nicaraguayenne* ». Autrement dit, il s'agit de proposer un dialogue avec des forces contre-révolutionnaires qui ne bénéficieraient plus de l'appui colossal de l'impérialisme, donc de forces contre-révolutionnaires quasi désarmées, privées de leur atout majeur, tant il est clair que sans l'appui militaire de la CIA, la contra n'existerait quasiment plus. De son côté, le FSLN a déjà affirmé qu'il y avait place, au Nicaragua, « *pour toutes les forces qui agissent sur le plan civil* » (6), qu'elles pouvaient bénéficier de l'amnistie et rentrer au Nicaragua. Cette mesure concerne notamment tous les paysans enrôlés de force par la contre-révolution.

L'Accord de paix de la Contadora s'inscrit dans un contexte précis. La symétrie que l'impérialisme veut faire admettre, entre l'ingérence soviétique et américaine dans l'isthme centro-américain, masque une situation où les rapports de forces militaires sont écrasants en faveur de la première puissance militaire du monde. Ce rapport de forces est sanctionné par la présence de gigantesques bases militaires US au Honduras, par l'armement considérable fourni à l'armée salvadorienne, par la militarisation du Costa Rica et par la présence de 16 000 contras entraînés par la CIA aux frontières du Nicaragua (7). Voilà ce qui rend le document de la Contadora de septembre 1984 inacceptable

5. Le Parti de libération nationale (PLN) du Costa Rica, l'Alliance démocratique du Venezuela, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) membre du Front démocratique révolutionnaire (FDR) au Salvador, et le Parti de la révolution dominicaine (PRD) de la République dominicaine, sont apparentés à l'IS. Le New Jewel Movement de Grenade, et le FSLN, en sont des observateurs.

6. Daniel Ortega, président du Nicaragua, lors d'une conférence de presse à Paris, le 13 mai 1985.

7. En avril 1984, le Honduras était déjà capable de recevoir 15 000 soldats US de la 82e brigade en une seule après-midi. *Pensamiento Propio*, Managua, mars 1985.

Réunion de la Contadora. (DR)

pour l'impérialisme. D'autant plus que les mécanismes de contrôle proposés, à la demande initiale des Etats-Unis, sont, de par leur précision, un outil qui ne peut que mettre en lumière l'ampleur de l'effort de guerre de l'impérialisme.

L'application intégrale de cet Accord — qui devrait entrer en vigueur après son approbation par les cinq Etats d'Amérique centrale — aurait signifié le retrait des bases et des conseillers américains, sans contrepartie sérieuse. La présence des conseillers cubains est très limitée, le Pentagone le sait fort bien ; l'armement nicaraguayen est vieux et insuffisant, et si la menace yankee n'existait plus, le peuple nicaraguayen n'aurait aucun mal à défendre seul sa révolution. Quant aux mouvements révolutionnaires du Salvador, ils ne puisent pas leur force dans l'aide étrangère, à la différence des mercenaires de la CIA. Tout cela, l'impérialisme américain l'a bien compris. C'est pourquoi, tout en manœuvrant pour ne pas s'affronter ouvertement à la Contadora, il n'a cessé d'accumuler des préalables, pour finalement opposer son veto à un texte que l'ensemble des pays centro-américains étaient initialement prêts à signer. Les « amendements » suggérés par le conseil de sécurité américain ont pour but d'inverser la logique implicite du texte, en faisant du Nicaragua l'agresseur — ce qui permet, au nom de la prétendue menace sandiniste, le maintien des bases, des manœuvres et des conseillers militaires US —, en proposant une amnistie pour la contra dans ces conditions, en confirmant l'état actuel des rapports de forces militaires, et en établissant sur cette base des mécanismes de limitation des armements. Cela revient en fait à légitimer la supériorité militaire écrasante de l'impérialisme, en exigeant du Nicaragua qu'il renonce à sa défense. Le plan Reagan vient alors à point nommé pour compléter ce dispositif et prendre en étau la révolution sandiniste, sommée de devoir choisir entre l'écrasement militaire et la capitulation. C'est la raison pour laquelle le FSLN a investi tant d'efforts pour aboutir à un accord avec la Contadora.

C'est au total trois formulations successives de l'Accord de la Contadora que le Salvador, le Honduras et le Costa Rica ont refusé. Le Nicaragua a alors relancé une négociation bilatérale avec le Honduras, en proposant des patrouilles militaires conjointes garantissant l'imperméabilité des frontières. Mais le régime hondurien lui a adressé une fin de non-recevoir.

Désormais, tous les éléments du plan impérialiste sont en place. Les USA ont interrompu les négociations bilatérales de Manzanillo avec le FSLN ; Reagan avait utilisé ces négociations, à la veille de sa réélection, mais leur inconvénient était de mettre trop en évidence le rôle de l'impérialisme US comme interlocuteur prioritaire. Le but du gouvernement américain est, au contraire, de minimiser sa présence. Le Pentagone n'a donné aucune réponse à la nouvelle proposition diplomatique de compromis des sandinistes, de prise en compte des besoins de la « sécurité » américaine et de l'existence de bases militaires au Honduras, tout comme les Cubains « tolèrent » la base de Guantanamo sur leur territoire.

La Contadora est donc dans l'impasse. Face aux pressions dont ils font l'objet pour intégrer le plan Reagan dans l'Accord de paix, les gouvernements membres de ce groupe se sont beaucoup contredits. Le président colombien Belisario Betancour a fini par condamner le plan Reagan en le qualifiant de « *préparation à la guerre* », tandis que le président vénézuélien Lusinchi l'a approuvé, en le comparant aux négociations engagées au Salvador entre le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et le gouvernement. Seul le président mexicain Miguel de la Madrid, clé de voûte de la Contadora, a affirmé que les processus de réconciliation nationale étaient des questions « *qui échappent au caractère du groupe dont l'un des principes de base est la non intervention dans les affaires intérieures* » (8). Quant à l'Internationale socialiste, elle a adopté en avril dernier un document condamnant le plan Reagan comme un plan de préparation à la guerre.

On peut se demander quels seront les effets pratiques de ces déclarations. Le processus diplomatique de la Contadora semble de plus en plus fictif, de moins en moins en rapport avec la réalité du comportement politique des Etats, même si le but pour les bourgeoisies latino-américaines reste toujours d'éviter une confrontation régionale aux conséquences incalculables.

Le FSLN cherche dans cette bataille diplomatique à opposer au maximum un cadre de résistance latino-américaine aux projets impérialistes, mais il ne peut aujourd'hui se dissimuler le fait que ses efforts viennent de se solder par un échec à la dernière réunion de la Contadora. Et il est peu vraisemblable que la prochaine réunion de la Contadora, malgré l'aggravation de la situation régionale, rectifie ce cours.

L'EMBARGO US, UNE AUTRE VARIANTE DE LA GUERRE

Déjà rejeté dans l'Accord de paix de la Contadora, l'embargo décrété le 1er mai par le gouvernement US a fait l'objet d'une condamnation quasi générale, en particulier par l'OEA. Mais il y a loin des paroles aux actes. Pour les bourgeoisies européennes et latino-américaines tout ce qui affaiblit la révolution nicaraguayenne n'est pas si mauvais à prendre. La guerre larvée, l'étranglement lent et progressif sont moins voyants et moins dangereux qu'une intervention militaire directe.

Même si l'embargo économique ne réussit pas à étouffer le Nicaragua, même s'il peut être partiellement contourné, il n'est pas sans effet (9). L'économie nica-

8. *Barricada*, Managua, 12 avril 1985.

9. Cet embargo inclut l'interdiction de tout commerce entre les USA et le Nicaragua, la suspension de tout trafic aérien et maritime, la dérogation au Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé en 1956 sous le dictateur Somoza et qui impliquait certains avantages commerciaux pour le Nicaragua.

raguayenne était traditionnellement liée aux USA, et il va falloir supporter les conséquences de la pénurie de pièces de rechange pour les machines agricoles et les transports, réorganiser la santé, renégocier l'importation des produits manquants dans un contexte d'aggravation de la situation économique où 40 % du budget est consacré à la défense. L'endettement et le coût de la guerre ont créé d'énormes difficultés. Les besoins en pétrole du Nicaragua représentent à eux seuls 175 millions de dollars par an, soit 40 % du total des exportations. A l'égard du Venezuela et du Mexique — ses principaux fournisseurs en pétrole jusqu'en 1983 — le Nicaragua a une dette de presque un milliard de dollars. Aujourd'hui, l'Iran et l'URSS ont remplacé le Venezuela et les livraisons du Mexique sont suspendues. C'est dans une conjoncture difficile que le président nicaraguayen Daniel Ortega a récemment entrepris un voyage dans les pays de l'Est pour y demander une aide pour la « survie » du peuple nicaraguayen. Et c'est justement le prétexte que choisira Ronald Reagan pour annoncer le blocus économique du Nicaragua, à la veille du sommet des pays industrialisés.

Certes, les pressions économiques de l'impérialisme ne datent pas de cette décision. Récemment, l'administration américaine était intervenue pour empêcher la Banque interaméricaine de développement (BID) d'accorder un prêt de 58 millions de dollars au Nicaragua, alors que les 25 membres latino-américains de cette banque en avaient approuvé le principe. En février 1981, le gouvernement des Etats-Unis avait déjà suspendu un prêt et bloqué le chargement de 10 000 tonnes de blé, puis bloqué les prêts des organismes internationaux, empêché l'accès aux sources de financement privées ou officielles des USA, fermé au Nicaragua révolutionnaire les marchés traditionnels, etc. Cette guerre d'usure économique, qui va du minage des ports — qui a provoqué la perte de 19 millions de dollars en exportations bloquées — à la destruction de coopératives agricoles, avait déjà été envisagée par la commission bipartite du Congrès américain dirigée par Henry Kissinger. Dans ce rapport présenté en janvier 1984, la commission Kissinger écrivait cyniquement : « *Le Nicaragua doit savoir que l'emploi de la force n'est qu'une dernière extrémité. (...) Nous disposons de mesures non militaires additionnelles qui n'ont pas encore été utilisées, telles que les restrictions économiques et la limitation des contacts diplomatiques.* »

Le blocus va affecter tous les secteurs de la vie économique, d'abord en matière d'importations. Les secteurs concernés sont : la santé (70 % de l'équipement médical était d'origine américaine), les transports (35 % des pièces de rechange), l'industrie, l'énergie et les télécommunications. Mais c'est la production agricole, vitale pour l'économie du pays, qui va être le plus durement affectée. Le matériel nécessaire pour les centrales sucrières, pour la récolte du coton et du café, pour l'irrigation provenait des USA, ainsi que les engrais et les produits chimiques divers. En ce qui concerne les exportations, les principaux produits touchés sont les bananes, la mélasse, le sucre. Mais le Nicaragua n'a plus que 16 % de ses exportations en direction des USA. Les plus frappés vont être les moyens et grands producteurs privés, ceux qui ont connu un développement fondé sur l'agro-exportation vers les USA et qui sont habitués à la technologie américaine (10).

L'objectif premier du blocus US est, de toute évidence, d'affaiblir le Nicaragua, de mettre le peuple à genoux par la faim et la misère. Mais l'embargo vise aussi à créer des tensions sociales croissantes. Il n'est pas impossible que l'on assiste à une « radicalisation » du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) et des secteurs agro-exportateurs, à des tentatives de boycott et de sabotage, sans même parler des fermetures d'entreprises par manque de matières premières et de pièces de rechange. Des phénomènes d'accaparement ou de sabotage de la production peuvent se produire : terres laissées en friche, destruction de matériel, pièces de rechange dissimulées, etc. De façon générale, la guerre économique cherche à asphyxier la révolution, à saper sa base sociale pour faciliter ensuite sa destruction.

Il est vrai que les sandinistes avaient déjà, en prévision de cette décision, commencé à diversifier leurs échanges. En 1983, lorsque les USA ont fermé leurs portes aux exportations de sucre, le gouvernement sandiniste a trouvé de nouveaux débouchés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à des prix préférentiels. En 1985, les achats nicaraguayens de produits américains se sont élevés à 110 millions de dollars contre 247 millions en 1980, et leurs ventes aux USA n'ont atteint que 58 millions de dollars.

Par ailleurs, les économies des autres pays d'Amérique centrale vont aussi subir les conséquences de la chute des achats nicaraguayens et les investissements vont se raréfier devant la montée des tensions. Enfin, le recouvrement de la dette nicaraguayenne envers des banques américaines, qui se monte à 225 millions de dollars, sera également compromis. Mais l'objectif majeur de l'impérialisme, c'est de créer une situation de pourrissement interne qui provoque la désaffection de certains secteurs de la population envers le régime sandiniste, en créant des divisions et des ruptures susceptibles de renforcer l'opposition des couches moyennes. On imagine comment le COSEP et la hiérarchie de l'Eglise pourraient utilement tenter de canaliser ce mécontentement et obliger le FSLN à prendre des mesures de coercition contre certains éléments du secteur privé. Une telle politique pourrait créer les conditions propices à une intervention américaine directe, en ressoudant les rangs d'une opposition politique intérieure aujourd'hui divisée et désorganisée.

LA NÉCESSITÉ DE L'AIDE INTERNATIONALE AU NICARAGUA

De quels appuis internationaux dispose le Nicaragua ? Lors de son récent voyage en Europe de l'Est et en Europe occidentale, Daniel Ortega a récolté, suivant le mot d'un journal américain, « *beaucoup de sympathie à l'Ouest et un appui financier à l'Est* » (11). Le pétrole est fourni pour l'essentiel par les Soviétiques, ce qui était déjà le cas depuis que le Mexique a cessé ses livraisons au Nicaragua, après lui avoir réclamé des paiements anticipés. L'aide soviétique n'est vraisemblablement pas effectuée en devises convertibles dont les Nicaraguayens ont un besoin pressant, mais plutôt en fournitures souvent onéreuses et pas toujours adaptées aux besoins. Des offres d'aide auraient été proposées par la Suède, la Finlande et le Canada. En France, le gouvernement de François Mitterrand n'est disposé à développer les échanges commerciaux avec le Nicaragua que sur la base d'un bénéfice réciproque, ce qui, dans l'état actuel des choses, revient à accepter une diminution substantielle de l'aide, voire même à pas d'aide du tout. La RFA a menacé le gouvernement sandiniste d'exiger le paiement immédiat de toutes ses dettes. Les projets d'aide au développement pourraient également être suspendus en représailles après les déclarations de Daniel Ortega, qui aurait qualifié la RFA de pays complice des USA dans sa politique en Amérique centrale. Le Premier ministre social-démocrate portugais, Mario Soares, s'est borné à exprimer ses craintes d'un alignement du Nicaragua sur l'Union soviétique.

Le gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) vient, quant à lui, de manifester son refus de couvrir officiellement les crédits à l'exportation du gouvernement nicaraguayen pour les trois derniers mois. La raison officielle de cette décision, présentée comme « *purement technique* », serait due au non paiement par les sandinistes des intérêts des prêts accordés depuis 1981. La décision de ne plus couvrir les exportations a été prise le 12 mars dernier par la Compagnie espagnole d'assurance des crédits à l'exportation (CESCE), qui est contrôlée à 50 % par le gouvernement. Cette décision signifie, selon le correspondant du *Financial Times* à Madrid, que les relations commerciales entre l'Etat espagnol et Managua

10. Les petits, moyens et grands producteurs assurent, selon *Envio* de mai 1985, 60 % de la production totale du pays.

11. *Christian Science Monitor*, 25 mai 1985.

sont complètement bloquées et que le gouvernement de Felipe Gonzalez n'accordera pas d'autres crédits tant qu'une partie de la dette ne sera pas réglée.

Ainsi, malgré le soutien officiel de ce gouvernement au Nicaragua, il apporte lui aussi sa contribution au blocus américain au nom de la défense de l'économie mixte et du secteur privé. Le fait que Felipe Gonzalez soit aussi le responsable de l'Internationale socialiste pour l'Amérique latine ne peut que donner des inquiétudes supplémentaires au gouvernement sandiniste. L'alignement de fait de nombreux gouvernements latino-américains et européens sur la politique de boycott de l'impérialisme US rend celui-ci infiniment plus dangereux, d'autant que l'aide soviétique accordée essentiellement en nature ne sera pas à même d'en compenser les effets.

Il n'est malheureusement pas exclu, comme le montre le déroulement de la dernière réunion de la Contadora, que des gouvernements hostiles à l'intervention militaire directe préfèrent une politique d'étranglement plus discrète et moins compromettante pour les bourgeoisies latino-américaines.

LA MILITARISATION DE LA RÉGION

Cette guerre larvée contre le Nicaragua s'accompagne d'une politique régionale déterminée par la nécessité de préparer le renversement du régime sandiniste. La modernisation et la réorganisation des forces armées, le développement d'infrastructures militaires massives, la part des crédits affectés à la guerre dans le budget global attribué aux pays d'Amérique centrale, tout cela prépare les conditions d'une intervention militaire massive au Nicaragua. Le réalignement des forces régionales est spectaculaire. Le Costa Rica, l'ancienne « Suisse » de l'Amérique centrale, qui avait adopté il n'y a pas longtemps un Traité de neutralité perpétuelle, vient d'accueillir les premières troupes yankees destinées à renforcer la « protection » de sa frontière nord. C'est la première fois que des soldats nord-américains sont présents au Costa Rica. En mai dernier, 20 officiers US ont entraîné 750 membres de la garde civile pour former un bataillon de « riposte rapide » près de la frontière nicaraguayenne. Monge, président du gouvernement du Costa Rica et membre de l'IS, a déclaré que son pays ne pouvait se défendre — sous-entendu face à une agression du Nicaragua — « *avec des machettes et de vieux mousquets* » (12). Des membres de la garde civile costaricaine sont entraînés au Centre régional d'entraînement militaire (CREM) au Honduras, d'autres aux USA et au Venezuela. Deux corps anti-terroristes sont mis sur pied, une unité spéciale d'intervention et la « réserve » de la force publique. Parallèlement, l'Agence internationale de développement (AID) a accordé, en mars, sous forme de don, une aide de 160 millions de dollars à ce pays. Bientôt, l'émetteur « la Voix de l'Amérique » commencera à diffuser en direction de Managua à partir du Costa Rica. Enfin, la présence d'agents de la CIA sur place est confirmée.

Ainsi, avec la reconstruction d'une force armée costaricaine et l'existence de détachements militaires à la frontière nord, le potentiel militaire réactionnaire de cette région limitrophe proche du Nicaragua est renforcé. Le Nicaragua se trouve pris en tenaille entre le Costa Rica au sud, le Honduras et le Salvador au nord. Le Costa Rica est une pièce centrale dans ce dispositif.

Au Panama, le « torrijisme » est en déclin (13). La réalisation de manœuvres militaires conjointes entre la garde nationale panaméenne et l'armée nord-américaine montre le degré de coopération que les militaires US peuvent imposer. Enfin, l'impérialisme US envisage même l'installation d'une base militaire à Bélize.

Ainsi, sur un plan régional se construit un « front sud » antisandiniste répondant au « triangle nord » (Guatemala, Salvador, Honduras) de la contre-révolution, au centre duquel se trouve le Honduras, transformé en base US permanente. L'infrastructure militaire gigantesque installée dans ce dernier pays permet le déroulement régulier de grandes manœuvres et d'exercices qui entretiennent la menace d'une invasion du Nicaragua. Le Honduras joue un rôle clé. C'est un poste central de contrôle de l'impérialisme et le point d'appui de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN). C'est aussi à partir de son territoire qu'il est possible de faire pression sur les arrières de la guérilla salvadorienne et de contrôler les insurgés guatémaltèques. Le Honduras, véritable épicentre de la lutte contre-révolutionnaire dans la région, a été transformé en protectorat nord-américain. Il est révélateur à cet égard que la signature d'un nouveau traité d'assistance militaire, ainsi que l'installation du centre d'entraînement militaire de Puerto Castilla, ne furent portés à la connaissance du Parlement hondurien qu'en juin 1983, alors que les bérêts verts US étaient déjà en train de débarquer. Désormais, les avions salvadoriens ont le droit de survoler le territoire hondurien. Grâce au traité de paix signé entre le Salvador et le Honduras, en 1980, l'entraînement de soldats salvadoriens est possible à Puerto Castilla et des avions de reconnaissance décollent de la base de Palmerola pour informer l'armée salvadorienne des mouvements du FMLN. Les groupes de la FDN bénéficient eux aussi d'un ravitaillement et d'une aide aérienne quand ils pénètrent en territoire nicaraguayen, les contras sont appuyés par l'artillerie hondurienne dans leur retraite, lorsque l'armée sandiniste les repousse.

Mais la militarisation de la région n'est pas pour autant un processus unilatéral et sans contradictions. La présence de mouvements révolutionnaires au Guatemala et au Salvador est ancienne. Ils se sont peu développés au Costa Rica et au Honduras. Néanmoins, au Costa Rica les plans américains se heurtent à une tradition antimilitariste et antidictatoriale dans un contexte de crise économique aiguë. Le renforcement des capacités militaires du pays et la présence de mercenaires érodent les piliers traditionnels de l'Etat et de sa relative stabilité antérieure. Au Honduras, la présence de trois forces armées étrangères, la contra, les Salvadoriens et les bérêts verts américains, ainsi que les prébendes dont elles bénéficient, peuvent créer une situation favorable au développement de mobilisations populaires. C'est pourquoi le régime s'emploie plus que jamais à combattre toute opposition : depuis 1982-1983, plus de 80 personnes ont « disparu », 28 dirigeants et militants ont été assassinés par les forces armées ou des escadrons paramilitaires. L'espionnage et la délation ont été institutionnalisés.

Mais cette militarisation ne s'accompagne pas nécessairement du maintien de dictatures militaires ouvertes. La crise du système de domination impérialiste en Amérique centrale, ainsi que des raisons de politique internationale, conduisent l'impérialisme à adapter son mode de domination. Si le but est de renverser le régime sandiniste, il faut que l'opération soit présentable devant l'opinion internationale, sauf si, comme à Grenade, les forces révolutionnaires fournissent elles-mêmes une justification « démocratique » à l'intervention militaire US.

LA GUERRE LARVÉE DITE « DE BASSE INTENSITÉ »

Le Pentagone travaille dans le cadre d'une stratégie qui combine l'étranglement militaire et économique du Nicaragua, pour préparer les conditions d'une intervention militaire directe qui devrait pouvoir donner le coup de grâce à la révolution au moindre coût humain pour les agresseurs. La guerre d'usure n'exclut donc pas une intervention massive dont les délais ne peuvent être déterminés à l'avance. Si une occasion se présente, comme à Grenade, le Pentagone la saisira. L'accent est mis jusqu'alors sur la guerre d'usure, parce qu'un certain nombre de conditions ne sont pas encore « mûres » pour passer à la phase suivante. Ainsi, la revue nicaraguayenne *Pensamiento Propio* estime que l'absence de consensus politique aux USA sur cette question et les

FORCES AÉRIENNES HONDURIENNES

15 B-2 Super-Mystère	25 180-Cessna
10 F-86 Sabre	30 185-Cessna
16 A-37 B Dragon	1 Piper Pa-31 Cheyenne
12 T-37 Tucano	2 S-76 hélicoptères
4 0-2 Push and Pull	2 H-19 Sikorsky
10 C-47	35 UH1H
4 C-54 Skymaster	15 UH10
6 IAI Arava	1 0H6A
1 Electra	1 Mescalero
4 C-130 Hercules	12 T-28 A
1 West Wind	6 T-6 Texan
1 Beeck Baron	12 T-33

L'aviation de guerre hondurienne compte 232 appareils aptes au combat, parmi lesquels 55 hélicoptères de guerre, 83 avions de transport et 37 d'appui tactique.

Source : *Barricada*, 26 novembre 1984.

12. *Financial Times*, 15 mai 1985.

13. Le général Omar Torrijos a renégocié, en 1977, les accords sur la restitution du canal de Panama, qui ont pris le nom d'accords Torrijos-Carter. Torrijos est mort dans un accident d'avion en 1981.

Chargement d'armes US au Honduras lors de manœuvres militaires. (DR)

réactions en Amérique latine « *ne semblent pas permettre dans l'immédiat que la volonté politique de détruire la révolution sandiniste se réalise au moyen d'une intervention directe des troupes US. On assiste plutôt à la combinaison d'une escalade agressive, tantôt militaire, économique ou politique, accompagnée de tentatives de négociation dans un but de légitimation, mais qui n'impliquent pas une réelle volonté politique de négocier. Cette combinaison d'agression et de négociation donne lieu à une guerre d'usure ou guerre « de basse intensité », qui semble être la dominante de la politique américaine envers le Nicaragua* » (14).

Ronald Reagan et la hiérarchie militaire nord-américaine proclament qu'ils n'ont pas l'intention de déployer des forces de combat en Amérique centrale, sauf pour des manœuvres périodiques comme celles qui se déroulent au Honduras, mais ils réaffirment également que les USA doivent être prêts — en application du Traité de Rio ou du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) — à envoyer des forces dans la région, si la sécurité de l'hémisphère est menacée et si les membres de ces pactes militaires sont d'accord.

« *Nous ne nous en sommes pas si bien sortis au Vietnam et nous devons faire mieux la prochaine fois* », déclarait un officier nord-américain (15). Faire mieux, cela signifie adapter la stratégie militaire et la stratégie politique. Au niveau militaire, des officiers nord-américains ont été chargés d'une étude sur les conditions d'une intervention. Les questions évoquées sont les suivantes : quel type d'artillerie sera nécessaire pour éviter les dommages « collatéraux », c'est-à-dire les massacres de civils ? Quel est le type d'unités tactiques qui conviennent le mieux aux opérations antiguérilla ? Comment les Américains peuvent-ils constituer les réseaux d'espionnage de telle manière que des informations puissent être rapidement recueillies ? Dans l'action civique, comment les soldats américains peuvent-ils aider les citoyens, de telle sorte que les USA ne se chargent pas des tâches qui incombent au gouvernement local ? Ces questions sont évidemment à rapprocher des leçons que l'impérialisme américain tire du Vietnam et des risques liés à une intervention directe au Nicaragua (16).

INSTITUTIONNALISER LA DÉMOCRATIE RESTREINTE ?

Pour restaurer la « démocratie » au Nicaragua, comme il se le propose, l'impérialisme doit au moins redorer son blason et se dissocier des régimes les plus réactionnaires. Il lui faut des gouvernements présentables et des interlocuteurs valables pour justifier son énorme effort de guerre et préparer le renversement des sandinistes. Il lui est difficile d'être crédible lorsqu'il condamne le goulag et le « totalitarisme » au Nicaragua, si le major d'Aubuisson règne au Salvador, si la contra est dirigée par d'anciens gardes somozistes, ou si le gouvernement américain soutient l'apartheid en Afrique du Sud.

Les thèmes de la démocratie et des élections deviennent centraux dans la politique impérialiste régionale. De telles élections sont organisées pour donner une légitimité apparemment démocratique et camoufler la militarisation croissante en cours. C'est ainsi qu'après le Salvador, des élections doivent avoir lieu dans la plupart des pays d'Amérique centrale dans l'année qui vient, au Guatemala en octobre 1985, au Honduras en novembre 1985, au Costa Rica en février 1986 et y compris à Belize en décembre. Le modèle colombien, qui combine l'ouverture d'un dialogue conduisant à la réconciliation nationale avec le dépôt des armes par les « rebelles », et une amnistie et leur participation aux élections, a déjà inspiré le cours suivi au Salvador, ainsi que le plan Reagan. Derrière cette symétrie régionale se profile l'étranglement de la révolution en marche dans cette région par la contre-révolution démocratique. C'est ce que les stratèges américains appellent la « double voie », qui combine l'assistance militaire US et la répression sélective d'une part, la « démocratisation » du régime et quelques tentatives de réforme d'autre part. Même si le volet démocratique et social n'est dans ce cas qu'une mascarade, la victoire électorale de la Démocratie chrétienne au Salvador a valu à Napoleon Duarte une crédibilité internationale et diplomatique non négligeable, et surtout un appui du Congrès américain. Cette combinaison de la recrudescence des activités militaires du régime derrière le paravent démocrate chrétien peut créer de nouvelles difficultés pour le FMLN.

Cette nouvelle tactique impérialiste est nécessaire pour isoler le Nicaragua, mais elle est également liée à la crise du système de domination traditionnel. Les dictatures militaires consolidaient l'alliance entre la vieille oligarchie — les propriétaires terriens et la bourgeoisie exportatrice de produits agricoles et importatrice de biens industriels (bourgeoisie compradore) — et l'armée. Pour désamorcer l'explosivité sociale, il faut maintenant écarter cette vieille oligarchie, briser son alliance avec l'armée, impulser le développement de la bourgeoisie industrielle, imposer une réforme agraire et des réformes institutionnelles. Cette tentative de « réformisme par le haut » s'est jusqu'à présent heurtée à des obstacles de tous ordres. En effet, la dynamique du mouvement de masse rend difficile l'isolement de la vieille oligarchie sans affaiblir l'armée. Or, celle-ci est décisive pour infliger une défaite aux mobilisations populaires et pour écraser l'aile radicale du FMLN au Salvador ou des autres mouvements révolutionnaires.

Comment briser la vieille alliance entre l'oligarchie et les militaires au profit de la bourgeoisie industrielle, quand cette dernière est encore en formation, que l'industrie locale est faible et que la situation intérieure est si instable que les capitaux fuient à l'étranger ? Tel est le dilemme impérialiste. Andrès Zaldivar, président de l'Internationale démocrate-chrétienne soutient par exemple la nécessité d'une orientation qui permette d'écarter du pouvoir « *les oligarchies terriennes appuyées par des groupes armés sans scrupules* », ce qui impliquerait « *de regrouper les forces démocratiques qui sont en faveur de solutions pacifiques, sans interventions extérieures, qu'elles soient américaines ou cubaines, et de changer profondément les structures économiques et sociales. Ceci permettrait l'émergence d'une vaste classe intermédiaire* » (17). Mais la réalisation d'un tel projet, similaire à celui des partis sociaux-démocrates et d'une

14. *Pensamiento Propio*, Managua, mars 1985.

15. *International Herald Tribune*, New York, 6 mai 1985.

16. Kissinger a mis en cause « *l'incapacité* (de l'administration) *à prendre une décision claire* ». Pour lui, les responsables de la politique en Amérique centrale « *ce sont les coureurs de fond qui ne sprintent pas, afin de ne pas épuiser leur énergie sur une partie du chemin. Mais le risque que l'on court en procédant ainsi, c'est de perdre le marathon. A un moment donné, il faut aller de l'avant et savoir prendre une décision* ». (*El Pais*, Madrid, 19 mai 1985.) L'ancien secrétaire d'Etat met en cause ce qu'il considère comme une politique non maîtrisée et hésitante de la part de l'administration Reagan.

17. *Amérique latine*, revue du CETRAL, octobre-décembre 1984.

Soldats sandinistes en marche vers une zone de combat. (DR)

partie de l'administration américaine, réside dans la difficulté d'avoir des alliés intérieurs consistants, une base sociale capable d'appuyer les changements économiques, politiques et militaires nécessaires dans le cadre d'une stratégie contre-révolutionnaire et du maintien d'une armée qu'il faut de surcroît professionnaliser, moderniser, adapter à la nouvelle conjoncture.

Des pays aux ressources infiniment plus puissantes que les petits Etats centro-américains ont les plus grandes difficultés lorsqu'il s'agit d'engager des réformes partielles. En Colombie, par exemple, les tentatives d'institutionnaliser une démocratie restreinte à la fin des années 1970 répondaient à la montée des mobilisations de masse et à la menace du mouvement de guérilla d'une part et, d'autre part, à la nécessité de faire place aux intérêts du capital financier qui s'est consolidé au détriment de certains secteurs de la bourgeoisie traditionnelle. Le projet de Belisario Betancour, qui inspire la Contadora, comprend quelques réformes économiques, politiques et institutionnelles, ainsi qu'un dialogue avec la guérilla. Sur le plan économique, toutes les propositions de redistribution de la terre se sont pourtant heurtées au refus des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs. Quant au programme de réforme des institutions politiques — statut des partis, réforme électorale, réforme fiscale et judiciaire —, il s'est heurté à l'opposition des partis bourgeois dominants et des forces militaires et s'enlise progressivement. La crédibilité de ce projet au sein de la Contadora ou au Salvador est totalement assujettie à sa capacité de régler en Colombie même les conflits politiques et militaires dans le cadre fixé par Betancour.

Il est donc a fortiori plus que douteux que de tels projets de réforme puissent réussir dans des Etats beaucoup plus faibles et dépendants comme le sont ceux d'Amérique centrale. Sur le plan économique, l'exemple du Salvador est éloquent : jusqu'à présent, la réforme agraire a été bloquée. Désormais, la Démocratie chrétienne étant majoritaire au Parlement, elle dispose des moyens législatifs de l'imposer. Il est néanmoins peu probable qu'elle y parvienne.

Les tentatives d'institutionnalisation sur le plan politique et électoral sont plus avancées : des élections doivent avoir lieu dans tous les pays centro-américains dans l'année qui vient. Mais l'instabilité politique, l'absence de traditions électorales, l'imbrication de l'armée dans toutes les luttes d'influence, l'existence de réseaux parallèles et d'une corruption généralisée, les règlements de compte politiques par groupes paramilitaires interposés handicapent l'institutionnalisation impulsée par certains secteurs des classes dominantes en accord avec l'impérialisme.

Au Honduras, les partis dominants sont en crise et fortement divisés avant les élections de novembre. Un front d'opposition, la Coordination démocratique de l'opposition (CODECO), dont l'axe est la Démocratie chrétienne, et une scission de gauche du Parti libéral, s'est créée, avec comme premier objectif la réalisation d'élections non frauduleuses et le projet de « *soustraire le Honduras du plan de guerre régional, (...) pour la reprise économique et la stabilité politique du Honduras* ». De façon dévoyée, la crise des partis exprime la profonde crise économique, politique et sociale qui ronge le pays, où « *le mélange d'extrême pauvreté, de fort chômage, de conditions sociales constamment détériorées et d'extrême jeunesse de la population est potentiellement explosif* », comme le reconnaissait le rapport Kissinger. Il faut y ajouter les conséquences de la présence sur le territoire de trois armées étrangères — américaine, salvadorienne, contra nicaraguayenne —, dont les membres sont souvent mieux nourris et mieux payés que les soldats honduriens. Cette situation ravive le vieux nationalisme anti-salvadorien, tandis que l'occupation militaire du pays donne lieu à ce que les Jésuites du pays ont appelé une « *dénationalisation du Honduras* ». Les élections, si elles se tiennent, peuvent temporairement masquer cette réalité politique et servir les projets de l'impérialisme, mais elles ne résoudront pas la gravité de la crise que traverse le pays.

Au Guatemala, les difficultés du mouvement révolutionnaire armé favorise une certaine stabilisation du régime. La dictature militaire utilise ce répit et prépare une nouvelle farce électorale afin de redorer son propre blason et celui de l'impérialisme, en permettant à ce dernier d'accorder une aide militaire plus directe. La participation aux prochaines élections de dirigeants sociaux-démocrates, après 6 ans d'exil au Costa Rica, peut contribuer à légitimer partiellement une des dictatures militaires les plus sanglantes d'Amérique centrale. Un tel intermède pourrait améliorer l'image de marque du Guatemala dans l'opinion américaine. C'est un enjeu assez important pour que l'impéria-

lisme — par le biais de la Fondation nationale pour la démocratie, institution liée à l'Initiative pour le bassin de la Caraïbe de l'administration Reagan — ait fourni une subvention de 125 000 dollars au Centre d'études politiques du Guatemala (CEDEP), institution qui est considérée comme un instrument susceptible de contribuer au développement des « valeurs démocratiques » et faciliter une transition vers la démocratie dans ce pays. La combinaison d'un régime répressif, où les groupes paramilitaires jouissent de l'impunité, avec un semblant de « démocratie pluraliste », sur la base d'un écrasement de l'avant-garde révolutionnaire armée, voilà le schéma que recherche l'impérialisme, au Guatemala comme au Salvador.

S'il est vrai que les élections au Salvador n'ont réglé aucun problème et qu'elles n'ont été qu'un paravent démocratique, elles ont néanmoins représenté un certain bénéfice politique pour le projet impérialiste, facilité l'aide économique et militaire, et diminué l'opposition du Congrès américain. Elles ont également partiellement rompu l'isolement international du gouvernement salvadorien. La victoire de la Démocratie chrétienne a provoqué une crise au sein de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) d'extrême droite. Mais, malgré ces crises internes et le fait que la Démocratie chrétienne dispose de la majorité absolue dans la nouvelle Assemblée, il ne serait pas étonnant que Duarte se heurte à un blocage institutionnel de la part des partis d'opposition de droite. Certains secteurs de cette opposition de droite veulent ainsi négocier leur participation au fonctionnement de l'Assemblée et obtenir des garanties politiques, d'autres peuvent assumer une attitude de boycott pure et simple, afin d'avoir les mains libres et déstabiliser le gouvernement démocrate chrétien. Pour l'instant, l'état-major de l'armée n'a cessé, depuis les élections, de proclamer son soutien au gouvernement « démocratiquement élu » de Duarte et son respect de la Constitution. Cette attitude n'est pas fortuite, elle correspond à la nouvelle tactique impérialiste et à son projet d'instaurer des gouvernements civils à la place des vieilles cliques militaires, et cela, dans le but d'assurer la survie du régime, de renforcer l'appareil d'Etat, tout en modernisant l'armée pour mieux l'adapter aux nécessités de la contre-insurrection.

Troupes sandinistes à la frontière avec le Honduras. (DR)

Au Costa Rica, le processus électoral se déroule dans un contexte différent. Ce pays a une tradition électorale et un cadre institutionnel distinct. Il est actuellement dominé par le Parti de libération nationale (PLN) lié à l'Internationale socialiste. L'objectif des élections est de prendre acte du réalignement du Costa Rica et de son soutien ouvert à la stratégie contre-révolutionnaire, en utilisant le processus électoral pour créer un consensus dans ce sens, en affaiblissant la tradition pacifiste et neutraliste du pays, qui est incompatible avec le processus de militarisation en cours. La rupture du consensus politique dominant des dernières années entraîne une réorganisation des forces politiques traditionnelles. Le PLN connaît une crise ouverte, après l'alignement du président Monge sur Washington et son acceptation de la présence des bérêts verts US. Néanmoins, l'impérialisme US soutient, par l'intermédiaire du Parti républicain auquel appartient Reagan, le Parti d'unité social chrétien (PUSC) et son candidat à la présidence, Rafaël Calderon. L'aide financière massive qui lui est accordée ne laisse aucun doute sur les préférences de Washington, qui souhaite utiliser le discrédit qui pèse sur le gouvernement Monge, jugé encore trop modéré, pour imposer un candidat qui concentre sa campagne sur le danger que le Nicaragua fait courir au Costa Rica et critique Monge pour son absence de soutien à l'embargo américain. Des responsables du PUSC affirment même, en privé, que la première décision de Calderon, s'il était élu, serait de rompre les relations diplomatiques avec le Nicaragua, et certains observateurs politiques pensent qu'en cas de victoire, l'installation de bases US sur le territoire costaricain ne ferait plus aucun doute.

Compte tenu de l'usure des vieilles dictatures militaires et de la crise de domination du système oligarchique, l'instauration de gouvernements « légalement élus » est une nécessité pour l'impérialisme, pour les besoins de sa domination dans la région. Cette politique est rendue difficile par l'existence de mouvements révolutionnaires armés, par le degré de décomposition de ces régimes et par les contradictions internes de ces pays. La politi-

Les opposants tchécoslovaques aux côtés du Nicaragua

Le 8 mai 1985, le journal *le Monde* publiait un appel de solidarité avec le Nicaragua. Ce texte était signé par plusieurs dizaines de personnalités vivant dans les pays capitalistes.

Dix nouvelles signatures se sont jointes depuis à la liste initiale. Ces signatures ont un poids particulier et exceptionnel, parce qu'elles viennent de Prague, et notamment de militants de la Charte 77. C'est la première fois que des militants engagés dans la bataille pour les libertés démocratiques dans les pays de l'Est prennent ainsi position pour la défense d'une révolution attaquée par l'impérialisme américain. Cette conscience internationaliste et anti-impérialiste est un événement majeur qui témoigne de l'évolution politique de ces militants.

Cette prise de position, qui ne manquera pas d'embarrasser la bureaucratie de Prague, ne pourra que renforcer la crédiblité de la lutte pour les libertés à l'Est, comme elle renforce la lutte des peuples victimes de l'impérialisme. Bref, un appel qui ne fera plaisir ni à Reagan ni à Gorbatchev.

Parmi les nouveaux signataires, on relève les noms de Petr Uhl, membre du VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies), neuf ans de prison, ancien ingénieur, aujourd'hui ouvrier chauffagiste ; Anna Sabatova, membre du VONS ; professeur Iaroslav Sabata, ancien porte-parole de la Charte 77, ancien membre du comité central du PC, élu au 14e congrès, huit ans de prison ; Jiri Dienstbier, ancien journaliste, aujourd'hui ouvrier chauffagiste, actuel porte-parole de la Charte 77 ; docteur Gertruda Sekamnova-Cakrtova, membre du VONS, ancienne députée au parlement de Prague ; Vasek Maly, membre du VONS, ancien porte-parole de la Charte 77, responsable de l'université volante ; Milos Rejchrt, ancien porte-parole de la Charte 77 ; Eva Kanturkova, actuelle porte-parole de la Charte 77. ■

que électorale est évidemment partie intégrante de la politique contre-insurrectionnelle, mais comme le disent les révolutionnaires guatémaltèques des Forces armées révolutionnaires (FAR), « *cela n'est pas qu'une manœuvre* », et considérer ces élections « *comme une comédie et une farce pourrait nous amener à commettre des erreurs politiques sérieuses* ». Ces manœuvres électorales sont destinées à isoler le mouvement révolutionnaire, à créer des illusions chez certains secteurs des masses « *qui ne voient pas dans la révolution une perspective réelle et immédiate* ». Et il n'est pas possible d'ignorer ce processus, « *sous peine de s'isoler des masses populaires* » dans une période difficile (18).

LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE SUR LA DÉFENSIVE

L'offensive conjuguée de l'impérialisme sur le plan militaire et politique, le réalignement et la réorganisation des forces à l'échelle régionale, la modernisation des armements et la professionnalisation des armées bourgeoises créent une situation plus difficile pour les mouvements révolutionnaires. Au Guatemala, les organisations armées ont subi des reculs. Elles traversent, selon les termes mêmes des FAR, « *une situation difficile* » (19). L'effet des bombardements, des déplacements de population regroupées dans des villages « modèles » dans le cadre des programmes dits d'« action civique », la création des patrouilles d'auto-défense, ont permis à l'armée de reprendre le contrôle de certaines zones auparavant tenues par la guérilla. Cette dernière n'a pas été anéantie, mais elle est contrainte de se replier en organisant des unités de guérilla mobiles qui ne contrôlent plus de territoire et sont relativement coupées de leur base sociale.

Au Salvador, l'armée s'inspire de la nouvelle tactique politico-militaire appliquée au Guatemala. Selon les conseillers américains eux-mêmes, c'est le statu quo, et une victoire militaire n'est pas pour eux à l'ordre du jour. Bien que les 32 000 soldats qui composent l'armée officielle soient de plus en plus qualifiés, ils ne peuvent pas vaincre les 5 000 à 7 000 guérilleros, « *qui peuvent encore frapper où et quand ils veulent* », selon le colonel américain Edward King (20). Mais les effets des bombardements aériens se font terriblement sentir. La pauvreté des forces du FMLN en armes lourdes et en armement anti-aérien limite ses capacités d'action. Les guérilleros du FMLN sont obligés de se déplacer rapidement, en petites unités, pour échapper aux patrouilles nocturnes, et quelques villages ont pu être provisoirement repris par l'armée. Mais la vigueur de certaines mobilisations de masse, alors que le mouvement armé se réorganise face à la nouvelle conjoncture, montre que l'on n'est pas proche d'un dénouement rapide.

Au Nicaragua, la révolution résiste, malgré d'immenses difficultés, à l'agression impérialiste et aux tentatives d'étranglement économique et militaire. La mission de la contra est de miner l'appui populaire au gouvernement sandiniste par les sabotages économiques et une offensive militaire dirigée contre des objectifs civils, ce qui oblige le gouvernement sandiniste à consacrer une quantité importante de ressources humaines et financières à la défense et de faire en sorte que la crise ne puisse être utilisée par le capital privé pour affaiblir le mouvement de masse. Militairement et politiquement, la contra n'a pas atteint ses objectifs. Elle n'a pu, par exemple, gagner une base sociale qui lui permette de s'incruster sur le territoire nicaraguayen. Par contre, les coups infligés par les sandinistes font qu'elle évite les affrontements militaires en se limitant à des raids meurtriers et ponctuels. Mais infliger des pertes à des petits groupes qui bénéficient du refuge hondurien implique une supériorité numérique écrasante. Ces nécessités de défense militaire imposent notamment l'organisation d'une défense territoriale efficace, à travers les brigades territoriales de combat, et la mobilisation des jeunes dans le Service militaire patriotique (SMP), avec toutes les difficultés humaines qui en découlent. L'activité de la contra crée enfin un foyer de tension propice à toutes les provocations aux frontières.

L'armée salvadorienne entraînée par un conseiller nord-américain. (DR)

Toutes les conditions sont donc réunies pour faire de la crise centro-américaine un conflit de longue durée dans le cadre duquel les stratèges américains et leurs alliés locaux développent une politique graduelle d'usure et d'étranglement des forces révolutionnaires sur le plan intérieur et international pour préparer une confrontation massive au moindre coût. Pour cela, l'impérialisme US doit d'abord préparer l'opinion américaine à une telle éventualité : c'est le sens de la bataille sur les crédits pour la contra, au Congrès et au Sénat américains. Il doit aussi faire en sorte que le coût humain d'une invasion du Nicaragua soit le plus limité possible, de façon à éviter un enlisement à la vietnamienne. Les USA doivent pouvoir mener cette bataille au nom de la liberté et de la démocratie, ce qui suppose qu'ils trouvent dans ces pays des interlocuteurs présentables. Enfin, ils doivent surmonter ou neutraliser les réticences des bourgeoisies latino-américaines, qui sont opposées à toute intervention directe dans le contexte actuel d'explosivité sociale du continent.

Les points marqués par la politique de Ronald Reagan en Amérique centrale font du Nicaragua la clé de voûte de la situation régionale. Toute défaite du Nicaragua serait la défaite des mouvements révolutionnaires. Inversement, le Nicaragua ne peut pas espérer, à court terme, l'aide d'une autre victoire révolutionnaire. Reagan compte sur le temps pour resserrer le nœud coulant autour du cou de la révolution. La direction sandiniste n'a pas le choix : elle donne la priorité à l'effort de guerre, car il lui faut d'abord écraser la contre-révolution armée au risque que les conflits frontaliers ne servent de prétexte à une provocation impérialiste, quelle qu'en soit la forme, expédition punitive ou invasion.

Cet effort de guerre ne va pas sans contradictions sur le plan économique et social. Le FSLN doit à la fois approfondir le soutien populaire à la révolution par des mesures appropriées, au risque de compromettre la neutralité de certains secteurs, de renforcer l'opposition intérieure et de voir les bourgeoisies internationales se rassembler plus ouvertement derrière Reagan.

Malgré l'agression militaire et la pénurie, le maintien au Nicaragua d'une démocratie pluraliste est un fait sans précédent qu'une campagne internationale de soutien doit populariser contre la démagogie éhontée des croisés de la « liberté ». ■

Jeannette HABEL,
8 juin 1985.

---

18. *Panorama*, Mexico, avril 1985, bilan de la direction nationale des FAR (juin-juillet 1984).
19. Idem.
20. *Latin America Regional Report, Mexico and Central America*, Londres, 15 février 1985.